

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



LES ENJEUX DE LA POLITIQUE ETRANGERE DES ETATS-UNIS DANS LES BALKANS

**Mémoire de géopolitique
du capitaine de corvette Charles-Henri FERRAGU
dans le cadre du séminaire
« Les fondements de la politique étrangère des Etats-Unis »**

Directeur : Madame Denise ARTAUD, directeur de recherche émérite au CNRS

Avril 2002

INTRODUCTION

La deuxième moitié du XX^{ième} siècle aura été marquée par la guerre froide, affrontement larvé entre les deux blocs, occidental et soviétique. L'Europe occidentale aurait pu être le terrain d'un affrontement militaire qui ne s'est jamais produit. Les pays européens étaient alliés militairement dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), aux côtés des Etats-Unis et du Canada. Parallèlement, les cinquante dernières années auront vu la construction progressive de l'Union européenne, d'abord en tant que communauté économique (la CEE).

En décembre 1991, lors du 46^{ième} sommet européen à Maastricht, les douze pays de la Communauté européenne ont conclu un traité d'union économique, monétaire et politique, en marquant notamment leur souhait d'affirmer une identité européenne sur la scène internationale par la mise en œuvre d'une politique étrangère de sécurité commune (la PESC).

Mais 1991 aura été une année charnière à plus d'un titre. C'est l'année de la guerre du Golfe (août 1990 – février 1991), qui marque le début de l'avènement des Etats-Unis comme unique superpuissance mondiale. C'est également l'année du putsch manqué des généraux russes à Moscou (août 1991), suivi des proclamations d'indépendance des anciennes Républiques soviétiques, confirmant le déclin de l'URSS. Et c'est surtout pour la jeune Europe le « baptême du feu » dans les Balkans, puisque quatre anciennes Républiques yougoslaves ont proclamé leur indépendance vis à vis de la Fédération de Yougoslavie (juin à décembre 1991), dans un climat de guerre civile qui menace de dégénérer rapidement.

L'opinion publique occidentale est persuadée que les Etats-Unis se sont désintéressés de la situation dans les Balkans jusqu'en 1995, quand les Européens les ont appelés à intervenir. Pour beaucoup, les Américains auraient souhaité laisser la jeune Europe trouver une solution à la crise qui se développait à ses frontières, en Yougoslavie, en liaison avec l'Organisation des Nations Unies.

Il n'en a rien été : les Etats-Unis avaient des vues sur la Yougoslavie bien avant que la crise des nationalités n'éclate à la fin des années 80. De plus, la politique extérieure et de sécurité américaine prévoyait de ne laisser aucune puissance potentiellement concurrente émerger sur le continent européen, de l'Islande à Vladivostok. En outre, l'éclatement de l'ex-URSS laissant un grand vide en Europe, il fallait trouver une nouvelle légitimité d'existence à l'OTAN et maintenir sa crédibilité. Le théâtre des Balkans a permis cette renaissance. Enfin, grâce à la crise yougoslave, les Etats-Unis ont pu soutenir le camp de l'Islam intégriste sur la scène internationale et continuer à développer leur stratégie de maîtrise de l'information qu'ils avaient déjà expérimentée en Irak.

Après avoir rappelé les grands axes de la politique extérieure américaine pour l'Europe au début des années 90, nous montrerons que les politiques conjuguées des Etats-Unis et du Fonds monétaire international en Yougoslavie ont été à l'origine de la crise dans les Balkans. Nous illustrerons ensuite les aspects de cette politique extérieure à travers trois événements majeurs qui ont marqué la crise dans les Balkans : le processus de reconnaissance des anciennes Républiques

yougoslaves sécessionnistes par la Communauté internationale (1991-1992), la crise bosniaque (1991-1995) et la guerre du Kosovo (1996-1999).

PREMIERE PARTIE :

la politique extérieure américaine en Europe

L'Europe demeure une zone stratégique essentielle pour les Américains. Les investissements qu'ils font dans les quinze pays de l'Union représentent environ 49% du total de leurs investissements à l'étranger, principalement en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Pays-Bas et en France. L'Union européenne est le deuxième partenaire commercial des Etats-Unis (somme des importations et exportations des pays européens), derrière le Canada. Depuis la crise de 1929, l'Europe est considérée comme un débouché vital pour les produits manufacturés américains. « Une Europe fermée économiquement serait un pistolet braqué sur le cœur de l'Amérique »¹.

1.1.- Stratégie générale

A l'échelle mondiale, la politique extérieure américaine se caractérise par deux objectifs stratégiques :

- Assurer la permanence d'une présence outre-mer, non pour aider des alliés, mais pour soutenir les intérêts fondamentaux des Etats-Unis ;
- Etre en mesure de mener des opérations de projection de puissance à partir de la mer, en tout point du globe.

Limitée à l'Europe, elle se décline en deux objectifs principaux :

- Maintenir une Europe stable et sûre pour que les soldats américains n'aient plus à y verser leur sang² ;
- Garantir des économies européennes suffisamment stables pour offrir de bonnes capacités d'investissement et garantir des emplois aux Etats-Unis³.

Au concept d'endiguement (« *containment* ») succède le concept d'élargissement. Ces deux concepts ont pourtant un point commun : encercler le continent eurasiatique. Il s'agit de conquérir le *Rimland*, ceinture du *Heartland* qui, une fois dominée, permet de contrôler le monde (théorie stratégique de Mackinder,

¹ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, p. 103, propos attribué à Walter Russel Meadow.

² L'opinion américaine reste marquée par le prix que les Etats-Unis ont dû payer à deux reprises au cours du siècle dernier pour rétablir la paix en Europe. Le succès du long métrage de Steven Spielberg « Il faut sauver le soldat Ryan » en est la dernière illustration.

reprise par Spykman). Pendant la guerre froide, le concept est idéologique ; à partir des années 1990, il devient économique. Pour la *Rand corporation* (Institut privé américain d'études stratégiques), la stratégie intégrale mise en place dans les années 50 est toujours valable. Les Etats-Unis veulent s'assurer qu'aucune puissance eurasienne ne mette en cause leur statut de superpuissance. La crise yougoslave aura permis de réduire les prétentions d'émergence des deux puissances eurasiennes, l'Europe et la Russie, et montré que seuls les Etats-Unis ont les moyens d'imposer la paix dans les zones troublées.

La « théorie des dominos » est passée du domaine politique au domaine économique après l'éclatement de l'ex-URSS. Tout risque d'instabilité, même dans une région d'importance économique limitée comme l'ex-Yougoslavie est censé pouvoir infecter d'autres régions réputées essentielles, comme les anciens satellites de la Fédération de Russie, qu'il faut conquérir et faire passer dans la sphère d'influence américaine.

1.2.- Une politique étrangère fondée sur une stratégie économique

En 1990, les trois 3 piliers du projet de politique étrangère de l'équipe Clinton sont:

- Assurer une croissance économique renforcée et durable ;
- Garantir le maintien d'une défense solide ;
- Promouvoir et consolider la démocratie à travers le monde.

En 1992, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher déclare que « la sécurité économique est le premier objectif de la politique étrangère de l'administration Clinton »⁴. Tout consiste à pratiquer une stratégie défensive, pragmatique et sélective, partout où cela peut être le plus utile pour les Etats-Unis. L'objectif de l'administration Clinton est que se développent les démocraties de marché ou, à défaut, les économies de marché. D'après Noam Chomsky, le président Clinton estime que « les Etats-Unis ne peuvent réagir à toutes les tragédies du monde », mais qu' « il y a des moments où regarder ailleurs n'est pas une bonne solution »⁵. Pour le président Clinton, les « moments » répondent à des critères stricts qui renvoient aux intérêts économiques des Etats-Unis.

³ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, p. 67.

⁴ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, p. 33.

⁵ Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, Agone (édition française), France, février 2001, p. 132.

Pour le sénateur Robert Dole, « l'engagement américain n'est possible que si les Etats-Unis peuvent promouvoir leurs intérêts nationaux en même temps que leurs idéaux. Les composantes sécuritaires et économiques de notre politique étrangère doivent aller la main dans la main si chacune des deux veut réussir »⁶. De même, ce qui est au cœur de la politique étrangère de Bill Clinton, c'est ouvrir les marchés étrangers aux produits et services *made in USA* pour assurer la compétitivité et la sécurité économique des Etats-Unis.

La stratégie américaine pour la sécurité prévoit des modes d'action spécifiques, des « stratégies » pour assurer la sécurité économique des Etats-Unis. Celles-ci tournent autour d'un même objectif : la mise sur pied du système commercial global le plus ouvert de l'histoire, dont les Etats-Unis ne peuvent que retirer des avantages⁷. En janvier 1997, Madeleine Albright, successeur de Warren Christopher, déclare : « Nous devons continuer à forger un système économique global qui travaille pour l'Amérique »⁸. Même lorsqu'il est question de promouvoir la démocratie, c'est en fait la dimension de libre marché qui est mise en avant. La promotion de la démocratie, la protection des droits de l'homme, l'interventionnisme humanitaire sont passés au second plan. Cela sous entend que la démocratie peut très bien n'être plus une priorité. On ressent comme une aspiration quasi unanime à une sorte d'américanisation économique et culturelle du monde, notamment par l'intermédiaire des institutions internationales (G-7, FMI). Ce point de vue, particulièrement adapté à la situation dans les Balkans, sera développé dans la deuxième partie.

1.3.- Elargir les prérogatives de l'OTAN

L'évolution de l'OTAN paraît être le reflet de la « Pax americana » appliquée à l'Europe. Créée pour faire face à une possible invasion de l'Europe par l'URSS, l'OTAN aurait pu disparaître avec cette dernière. Or non seulement elle perdure, mais de surcroît elle s'ouvre à ceux des pays qui étaient ses anciens ennemis (Pologne, République Tchèque, Hongrie) ; elle acquiert en dix ans de crises dans les Balkans la légitimité d'intervenir hors de ses frontières pour accomplir des missions non plus de guerre ou de défense, mais de maintien ou de rétablissement de la paix.

⁶ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, p. 41.

⁷ *Ibid.*, p. 48.

⁸ *Ibid.*, p. 56.

Ainsi, le gouvernement américain conserve le leadership de l'OTAN, qui lui a été contesté par la France pour le théâtre européen après les événements en Bosnie. Il estime avoir le droit d'intervenir en Europe, pour y maintenir la sécurité et l'équilibre, pour y défendre ses intérêts stratégiques et pour favoriser ses exportations d'armements. Quoi que peuvent en dire les Européens, l'OTAN a toujours été bien plus qu'une réponse transitoire à une menace temporaire. Elle a été une garantie de la démocratie en Europe et une force pour sa stabilité et son développement. Certains aux Etats-Unis vont même plus loin : « En exerçant notre puissance militaire en Europe au travers de l'OTAN, nous sommes capables de dicter aux Européens ce que nous voulons dans toute une série de domaines : le commerce, l'agriculture, le Golfe, n'importe quoi »⁹.

Mais la Maison Blanche ne peut tenir ce genre de discours et se trouve obligée d'exalter les mérites de l'Alliance en évoquant uniquement son efficacité militaire. C'est pourquoi, en vue d'assurer la meilleure publicité à l'OTAN, il est nécessaire pour les Etats-Unis d'en maintenir avant tout la crédibilité, pour masquer le véritable état final recherché, à savoir assurer son élargissement, qui garantira des marchés prometteurs, notamment d'armement. Une OTAN élargie, préservée et renforcée continuera à être le vecteur principal du leadership américain en Europe. Pour le général Joulwan, qui a été commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe (SACEUR), « les liens développés avec les alliés à l'intérieur de la zone de stabilité [de l'OTAN] génèrent des emplois pour les travailleurs américains, des investissements et des profits pour le monde américain des affaires »¹⁰.

Pour Richard Holbrooke, « L'Amérique est une puissance européenne »¹¹. L'OTAN permet de légitimer les interventions des Etats-Unis en Europe, même lorsqu'elles ont pour but principal de défendre leurs intérêts propres, comme cela a été le cas en Bosnie et au Kosovo. La communauté de racines et de valeurs des Etats-Unis avec l'Europe ne semble pas entrer en ligne de compte. La stratégie militaire globale consiste à implanter des bases américaines partout dans le *Rimland*, à proximité des intérêts vitaux et sur les axes de communication qui permettent de les exploiter. Cette stratégie est permanente en Europe : elle va de pair avec l'élargissement de l'OTAN. La présence militaire en Europe est jugée nécessaire aux

⁹ John S. Duffield, *NATOs functions after the Cold War*, Political Science Quarterly, hiver 94-95, pp. 7885-786.

¹⁰ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, p. 102.

¹¹ Pierre-Marie Gallois, *Le sang du pétrole – Bosnie*, L'Âge d'Homme, Paris, 1996, p.16.

alentours de 100.000 hommes, niveau suffisant pour préserver l'influence des Etats-Unis et leur leadership dans l'OTAN. Le partenariat pour la paix, lancé en janvier 1994, doit prolonger la stratégie d'intégration européenne pratiquée par l'OTAN depuis cinquante ans.

Pour Anthony Lake, conseiller du président Clinton pour la sécurité intérieure, l'OTAN est évidemment l'organisation idéale pour que continue une sécurité collective essentielle derrière l'élargissement des démocraties de marché. Il s'agit, non plus d'exporter la démocratie, mais d'offrir un soutien moral, politique, diplomatique et financier aux individus et aux organisations qui luttent pour la libéralisation des régimes autoritaires. Pour lui, un monde démocratique serait plus sûr, plus sain et plus prospère, et ce serait tout à l'avantage des Etats-Unis. La stratégie d'élargissement vise à atténuer les capacités des « Etats réactionnaires » qui se défendent contre les « forces libératrices » de la démocratie et du marché. La politique d'engagement des forces à l'étranger revêt un caractère nouveau. Elle consiste à participer à des opérations humanitaires ou de maintien de la paix multilatérales, en limitant la participation américaine au soutien stratégique des opérations : soutien logistique, renseignement, commandement et communications. Les troupes ne seraient utilisées qu'en cas d'extrême nécessité et en fonction de critères très rigoureux. Les opérations de paix ne sont pas une stratégie en soi. Elles peuvent être un moyen de soutenir la stratégie américaine de sécurité. La présence outre-mer doit se traduire par des programmes d'entraînement communs et une assistance de sécurité incluant de judicieuses ventes militaires à l'étranger.

L'élargissement de l'OTAN s'inscrit dans la dimension économique de la politique extérieure américaine. L'article 2 du Préambule du Traité de l'Atlantique Nord stipule que les parties doivent s'efforcer d'éliminer toute opposition dans leurs politiques économiques entre chacune d'elles ou entre toutes. Le Préambule stipule de manière générale que l'OTAN s'ouvrira à de nouveaux membres, pourvu qu'ils soient des démocraties de marché engagées dans des politiques de sécurité responsables et capables d'apporter une contribution à l'Alliance.

Pour Walter Slocombe, secrétaire adjoint à la défense en 1996, l'engagement des Etats-Unis dans l'OTAN n'est pas une question d'altruisme. C'est un intérêt américain vital. L'implication militaire tardive des Etats-Unis dans le conflit yougoslave visait à raffermir le leadership américain au sein de l'OTAN. Les déclarations du conseil de l'Atlantique Nord en juin 1996 à Berlin sur la création de

forces militairement cohérentes et efficaces, capables d'opérer sous contrôle politique et direction stratégique de l'Union de l'Europe Occidentale et, à terme, de l'Union Européenne, laissent présager des aménagements. Mais les infrastructures de commandement de l'OTAN ne sont disponibles qu'avec l'accord du conseil de l'Atlantique Nord et elles sont dirigées au plus haut niveau par des officiers américains.

1.4.- Empêcher l'émergence d'une puissance eurasienne concurrente

Pour Kissinger, la prépondérance d'une seule puissance sur l'une des deux grandes sphères eurasiennes (Europe ou Asie) continue d'offrir une bonne définition du danger stratégique couru par l'Amérique. Un bloc de cette nature aurait en effet la capacité de la distancer sur le plan économique et, finalement, sur le plan militaire. C'est un danger auquel il faudrait parer, même si la puissance dominante n'affichait pas de mauvaises intentions.

En novembre 1992, le Général Odom estime que « les impératifs économiques dictent aux Etats-Unis d'intervenir militairement avec l'OTAN dans l'ex-Yougoslavie. Seule une OTAN forte, avec au centre l'implication des Etats-Unis, peut empêcher l'Europe occidentale de dériver vers l'esprit de clocher national et une éventuelle régression par rapport à son niveau de coopération économique et politique... Cette tendance au désordre affecterait non seulement les intérêts de sécurité des Etats-Unis, mais aussi leurs intérêts économiques. L'interdépendance des Etats-Unis avec l'Europe occidentale crée un très grand nombre d'emplois sur le sol américain. Ainsi, la Yougoslavie constitue un test du ressort de la communauté atlantique. C'est en fait un défi stratégique majeur pour le leadership américain »¹².

Pour les stratèges américains, les Etats européens sont captifs d'alliances et sont irréversiblement engagés dans un délicat processus d'organisation transnationale, tandis que les Etats-Unis conservent l'ancien statut d'Etat-Nation, bénéficiant d'une complète autonomie de décision. Il est donc particulièrement aisé de jouer sur les divisions des Etats européens pour mieux les affaiblir.

Des lobbies puissants aux Etats-Unis ne tiennent pas à ce que l'Europe de la défense se fasse, car les pays européens tendraient à développer leur propres industries de défense. L'Union Européenne est vue comme une simple entité

¹² Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, p. 102.

économique, surtout pas politique. D'ailleurs, les Etats-Unis n'ont pas de relations politiques avec elle. Ils savent que plusieurs pays européens se voient contraints de réduire leur budget de défense, en concurrence avec les budgets sociaux, surtout depuis l'éclatement de l'ex-URSS et la volonté des populations européennes de profiter des « dividendes de la paix ». Et la tentation est grande dans certains pays d'Europe de mettre leur sécurité dans les mains de l'OTAN, donc des Etats-Unis.¹³ En simplifiant, les Etats-Unis considèrent l'Europe économique avec intérêt, l'Europe de la Défense uniquement à travers l'OTAN, mais ne veulent pas entendre parler d'Europe politique.

D'après Kissinger, la Russie est un pays traditionnellement expansionniste dont il faut se méfier. Il n'en est pas moins question d'aider ce pays à alléger ses souffrances et de l'encourager à poursuivre des réformes qui l'amènent à une économie de marché. La stratégie américaine vise à couper la Russie de l'accès aux ressources du Golfe et de la mer Caspienne. A maxima, elle souhaite pouvoir affaiblir le contrôle qu'elle exerce sur ses propres sources d'énergie. Il est possible de penser que, à l'instar de ce qui s'est produit pour la Yougoslavie, la politique du FMI consiste à accompagner financièrement les réformes économiques de la Russie, tout en permettant à des ensembles transnationaux de contrôler ses entreprises nationales.

A la fin de la guerre froide, la Russie a renoué avec sa quête identitaire traditionnelle : est-elle une nation occidentale, panslave ou eurasiennne ? Pour les Etats-Unis, il s'agissait de contenir la Russie à l'état de non puissance, en particulier en l'empêchant de songer à un rapprochement entre Slaves du nord et Slaves du sud. Il fallait donc éviter que la dislocation de la Yougoslavie ne donne prise à un retour des Russes dans la partie occidentale des Balkans, soit en appuyant l'une des nationalités de la fédération yougoslave contre les autres, soit en prenant la défense de celles qui se sentiraient menacées, soit en faisant accepter son arbitrage entre elles.

¹³ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, pp. 99-100.

1.5.- Soutenir l'Islam

Dans cet endiguement de la Russie, l'allié naturel des Etats-Unis est l'Islam, qui a participé à la doctrine du *containment*. En s'appuyant sur le Pakistan, les Etats-Unis ont aidé les moudjahidin à repousser l'URSS d'Afghanistan. Pour Alexandre del Valle, dans « Islamisme et Etats-Unis : Une alliance contre l'Europe », il y a pérennité de la stratégie américaine pro-islamiste contre la menace soviétique après la chute du mur de Berlin. Les pays de l'Islam détiennent encore des réserves énergétiques importantes et formeront bientôt un marché de presque deux milliards de consommateurs, en fournissant en même temps une main-d'œuvre à bon marché.

Pour Anthony Lake, « les intérêts américains exigent parfois de nouer des liens d'amitié avec des Etats non démocratiques et même de les défendre pour des raisons de bénéfice mutuel »¹⁴. Le monde arabo-musulman fait la jonction entre le pôle européen et l'océan Pacifique qui est le centre de l'économie de demain¹⁵. Ces pays forment un marché prometteur, que les Etats-Unis auront à disputer à l'Europe et à l'Asie. L'Amérique essaie dans les années 1990 de passer du statut de « Grand Satan de l'Occident » à celui d'« Ami de l'Islam », ou tout au moins à celui de protecteur. Les représentants du FIS (Front Islamique du Salut) algérien ont été reçus à Washington comme des ambassadeurs du futur Etat algérien fondamentaliste. Le matraquage de l'Irak est montré comme un soutien à l'Islam, l'Irak étant une « anomalie laïque et progressiste dans un Islam en marche vers un intégrisme admis et même encouragé »¹⁶. Avec l'Irak, les Etats-Unis essaient de jouer sur les deux tableaux : soutien à l'Islam intégriste, mais également avertissement musclé à destination des terroristes qui s'en prennent à ses intérêts.

De plus, la Turquie est le grand allié des Etats-Unis en Europe. Nul ne croit au marché de dupes des Américains : il s'agit bien de profiter de cette alliance pour donner aux forces de l'OTAN, c'est à dire américaines en l'occurrence, des bases de déploiement avancées pour les projeter plus aisément au Proche et au Moyen-Orient. Pour l'Europe, la Turquie est un cadeau empoisonné. Si elle représente des atouts sérieux sur le plan stratégique, la Turquie future, avec 80 millions d'habitants, laisse présager un retour en force des populations musulmanes vers l'Europe Centrale. Le 4 mai 1992, le Premier ministre de Turquie, Monsieur Demirel, déclarait : « personne

¹⁴ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, p. 62.

¹⁵ Pierre-Marie Gallois, *Le sang du pétrole – Bosnie, L'Âge d'Homme*, 1996, p.15.

¹⁶ *Ibid.*, p. 41.

ne peut nier qu'il existe un monde turc, s'étendant de l'Adriatique à la Grande muraille de Chine »¹⁷. Pour les Etats-Unis, qui se croient – à l'époque – à l'abri sur leur continent, cet expansionnisme de l'Islam en Europe Centrale continue à contribuer à l'encercllement de la Russie, comme au temps de la guerre froide, même s'il se fait au détriment de l'Europe de l'Ouest. A Washington, on pense que le gouvernement d'Ankara, fidèle à l'héritage kémalien et laïc, sera en mesure de remplacer l'Irak affaibli comme solide rempart face aux ambitions territoriales de l'Iran. Washington souhaite également que la Turquie puisse influencer les populations des pays islamiques d'Asie centrale, s'opposant ainsi aux projets régionaux de Téhéran. Enfin, les Etats-Unis ont besoin des ressources énergétiques du Golfe arabo-persique ; il leur faut garder les meilleurs termes avec l'Arabie Saoudite et le sultanat d'Oman.

Pour l'ensemble de ces raisons, le soutien à la cause de l'Islam, sous toutes ses formes, est absolument nécessaire pour les Etats-Unis.

1.6.- Maîtriser l'information

Les Etats-Unis sont déjà très forts sur les plans militaire et économique ; mais leur véritable avantage comparatif, qui ne fera que croître dans les années à venir, c'est leur capacité à récolter, à traiter, à manipuler (*act upon*), et à diffuser l'information. La puissance informationnelle des Etats-Unis leur a permis de manipuler les opinions publiques occidentales de 1990 à 1995 (guerre psychologique) et, en 1995, de contraindre des parties belligérantes à signer les accords de Dayton (renseignement). Les Etats-Unis détiennent l'information. Est-elle vraie, est-elle fausse ? Personne n'a vraiment les moyens de la vérifier ou de la recouper. Et, lorsque l'information est contredite, il est trop tard, car les effets d'hystérie collective se sont déjà produits parmi les populations. Les « droits de réponse » ne sont même pas lus. Pendant la dernière décennie, la CIA a laissé le soin de la manipulation de l'opinion publique à des sociétés privées spécialisées. Le directeur de la *Rudder Finn Global Public Affairs*, James Harff, confiait que « notre métier est de disséminer l'information, de la faire circuler le plus vite possible pour que les thèses favorables à notre cause soient les premières à être exprimées. Dès qu'une information est bonne pour nous, nous nous devons de l'ancrer tout de suite

¹⁷ Pierre-Marie Gallois, *Le sang du pétrole – Bosnie, L'Âge d'Homme*, 1996, p. 119.

dans l'opinion publique. C'est la première affirmation qui compte. Les démentis n'ont aucune efficacité. Nous ne sommes pas payés pour faire de la morale. »¹⁸

Les Etats-Unis ont développé le nouveau concept de la « puissance douce » (*soft power*), qui consiste à atteindre les buts désirés dans les affaires internationales par l'attraction ou la persuasion plus que par la coercition. Elle repose sur l'attrait des idées américaines ou sur la capacité à persuader les autres de la légitimité de l'action des Etats-Unis. Il faut rendre la puissance américaine légitime aux yeux du monde et établir des coalitions multinationales qui poussent les autres à canaliser ou à limiter leurs activités.

Enfin, on peut noter que, contrairement à l'Union européenne, les Etats-Unis diffusent un point de vue unique à propos de toutes les dimensions de leur politique étrangère et de sécurité. Ils vont même plus loin puisqu'ils n'hésitent pas à souligner à l'occasion les faiblesses et les incohérences de l'Union européenne en face de la superbe machine qu'est l'OTAN, où la prédominance américaine fait la différence. La brochure *Security and integration in Europe* diffusée en 1994 à Bruxelles par l'*US Information Agency* (Agence américaine d'information) rassemblait une série d'articles parus dans divers revues de politique internationale. Ces articles étaient judicieusement classés dans l'ordre suivant : « Why NATO is still the best ? » (pourquoi l'OTAN est toujours la meilleure ?), « Why Maastricht will fail » (pourquoi Maastricht sera un échec), « The EC's democracy deficit » (le déficit démocratique de la Communauté européenne) et enfin « Integration after the crisis of 1992 : is Maastricht dead ? » (Intégration après la crise de 1992 : est-ce que Maastricht a vécu ?).¹⁹

1.7.- Conclusions partielles

Les enjeux stratégiques des Etats-Unis en Europe consistent donc à :

- bâtir un système économique global qui profite directement au peuple américain, en utilisant les organisations internationales telles que le Fonds monétaire international ;
- maintenir la crédibilité et renforcer la légitimité de l'OTAN ;

¹⁸ Pierre-Marie Gallois, *Le sang du pétrole – Bosnie, L'Âge d'Homme*, 1996, p. 159.

¹⁹ Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997, pp. 45-48.

- empêcher que l'Europe et la Russie n'émergent en tant que puissances régionales de l'Eurasie, potentiellement concurrentes ;
- soutenir l'Islam, y compris sous sa forme intégriste ;
- maîtriser l'information.

Ces enjeux s'appliquent naturellement aux Balkans. Mieux, comme nous l'avons vu, les Balkans constituent un défi stratégique majeur pour le leadership américain en Europe et dans le monde.

DEUXIEME PARTIE :

L'EFFONDREMENT ECONOMIQUE A L'ORIGINE DE L'ECLATEMENT DE L'EX YUGOSLAVIE

La guerre dans l'ex-Yougoslavie a été souvent définie comme un "affrontement ethnique". Cependant, le livre de Susan Woodward²⁰, conseillère de l'ancien représentant de l'ONU en ex-Yougoslavie, M. Yasushi Akashi, et celui de l'économiste britannique Michael Barrat Brown²¹, mettent en évidence le rôle prépondérant de l'effondrement économique et de la crise de la dette. Ces causes, selon ces auteurs, sont infiniment plus importantes que les différences religieuses ou linguistiques.

En réalité, la situation économique désastreuse de la Yougoslavie a indubitablement favorisé son éclatement ; des tensions ethniques exacerbées ont ensuite accéléré le processus de dérive vers la guerre. Les grandes puissances occidentales et plus particulièrement les Etats-Unis, par l'influence qu'ils exercent sur le Fonds monétaire international, ont une responsabilité dans l'effondrement du niveau de vie des populations yougoslaves dans les années 1980.

A la fin des années 1980, la ligue des communistes de Yougoslavie est toujours au pouvoir. La situation économique est catastrophique. La dette extérieure, le chômage et les pénuries s'accroissent. Par dessus tout, l'inflation atteint 2600 %²². C'est à dire que les prix doublent chaque mois. Le pays s'enfonce dans le sous développement. Pendant quarante années, le régime titiste a camouflé l'échec de sa politique économique autosuffisante en vivant à crédit. En 1988, la dette s'élève à 21 milliards de dollars ; deux ans plus tard, elle culmine à 31 milliards de dollars. Un quart du revenu des exportations est consacré à son remboursement.

2.1.- Crise pétrolière et de la dette

Au début de la guerre froide, la Yougoslavie est un véritable enjeu géostratégique pour les Etats-Unis : la réussite économique de ce pays et ses prises

²⁰ Susan Woodward, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution After the Cool War*, Brookings, Washington, 1995.

²¹ Michel Barrat Brown, *The Yugoslav Tragedy. Lessons for Socialists*, Spokesman, Nottingham, 1996.

²² Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 108.

de distance par rapport à l'URSS doivent convaincre les pays du bloc de l'Est de se détourner du socialisme soviétique et de suivre cette troisième voie. En réalité, la réussite économique est seulement apparente et dépend financièrement du monde occidental, notamment des Etats-Unis qui y injectent massivement leurs dollars. Mais, la Yougoslavie apparaît comme le leader des pays du Tiers Monde. Toutes les Républiques et provinces sont florissantes : la Slovénie et la Croatie commercent avec l'Europe de l'Ouest, la Serbie avec l'URSS, le Kosovo, le Monténégro et la Macédoine avec le Tiers Monde. Un grand nombre de Yougoslaves ont émigré vers l'Occident et envoient une partie de leurs revenus au pays.

Après avoir déjà subi la crise des années 1980, la Yougoslavie perd ensuite son rôle de vitrine internationale aux yeux des Américains et devient un pays d'Europe centrale comme les autres, sommé de réduire sa dette et de s'ouvrir à l'économie de marché, pour pouvoir bénéficier des aides du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale.

En effet, la crise économique, déclenchée par le deuxième choc pétrolier, se déclare en 1979. Les mécanismes du socialisme autogestionnaire ne permettent plus à l'économie de s'adapter aux conséquences de la crise mondiale. Les principes de l'autogestion s'opposent à la création d'entreprises, à une politique des revenus et aux réductions de personnel. Le FMI impose des réformes économiques et constitutionnelles ou, tout au moins, impose que la discipline monétaire soit respectée. Le gouvernement introduit des mesures d'austérité pour augmenter les exportations et réduire les importations. Les envois de fonds de l'étranger, qui finançaient 50% de la dette extérieure, baissent de moitié en 1982. Au début des années 80, on voit apparaître de plus en plus de pénuries : des coupures de courant, des manques d'essence. Les disparités régionales ne diminuent pas, l'aide des régions riches aux régions pauvres étant gaspillée dans des investissements coûteux et improductifs. Les populations les moins développées de Yougoslavie voient leur niveau de vie baisser d'un seul coup. Les avantages sociaux de l'époque titiste doivent être abandonnés et on assiste dans toutes les Républiques à l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie, dont une partie fonde sa nouvelle puissance sur des activités « familiales ».

2.2.- Des inégalités extrêmes

De façon globale, les chiffres masquent mal des inégalités extrêmes. Le Kosovo est la région la plus pauvre, la Slovénie la plus riche. Avec 8% de la population yougoslave, cette République assure un tiers du PNB et un quart des recettes d'exportation de la Fédération. Le produit social réel par tête en Slovénie est cinq fois plus élevé qu'au Kosovo²³. Avant les années 80, la Slovénie s'est beaucoup modernisée. A partir de 1981, elle manque de main d'œuvre et, paradoxalement, renvoie chez eux les Albanais et les Bosniaques en rappelant les émigrés slovènes travaillant à l'étranger. Elle a été obligée de 1981 à 1986 de consacrer 2,2% de son produit social à l'aide des régions yougoslaves sous-développées. Elle sent bien au milieu des années 1980 que sa contribution est mal employée par le pouvoir fédéral, dominé par les Serbes. Ses propositions modernistes d'associer à l'aide financière accordée des actions de formation et d'assistance technique ont été rejetées.

La Croatie est elle aussi, quoique dans une moindre mesure, une république tournée vers l'Occident. A la fin des années 1980, Slovènes et Croates plaident pour la libéralisation des échanges, pour les réformes économiques et monétaires et, parallèlement, pour le pluralisme démocratique. L'Allemagne, ancien allié, entretient des relations privilégiées officieuses avec ces deux républiques. Dans le même temps, le pouvoir fédéral, animé principalement par le bloc serbe, monolithique et autoritaire, défend le centralisme. Pour les deux républiques occidentales, l'appartenance à la Yougoslavie est vécue comme un handicap économique.

A l'opposé, l'économie de la Serbie se détériore : entre 1981 et 1988, le chômage passe à 18% de la population active. En 1986, le taux de chômage en Slovénie et en Croatie sont respectivement de 1.7 et de 7.7%. En Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, il est de 23.9 et de 55.9%. La population serbe du Kosovo déserte les campagnes et, sans emploi et intimidée par les populations albanophones des villes, quitte la province. La Serbie exporte surtout des produits agricoles et textiles ; elle se trouve en concurrence avec des pays plus développés qu'elle et confrontée à l'adoption de mesures protectionnistes provoquées par la crise mondiale. Le Kosovo est une province qui dispose de matières premières, mais la

²³ Se reporter aux annexes 8 et 9. H. Lydall, *Yugoslavia in crisis*, Clarendon Press, Oxford, 1989, pp. 189-190.

province n'a pas la structure industrielle qui permettrait de les exploiter et de les transformer. De plus, en 1986, de manière globale pour la Yougoslavie, on estime à 27% le nombre des emplois improductifs dans les entreprises. « Le déclin du niveau de vie a été si grand qu'il est difficile d'imaginer un autre pays qui n'aurait pas réagi à cette situation par des changements politiques radicaux, ou même par une révolution »²⁴. En 1987 et en 1988, de violentes grèves paralysent le pays. « En 1988, la Yougoslavie compte le plus grand nombre d'heures de grève de toute l'Europe »²⁵.

L'Armée fédérale coûte cher à la Yougoslavie. Au milieu des années 1980, la politique reaganienne affole les militaires qui vivent dans la psychose d'une guerre imminente en Europe. Les manœuvres de l'OTAN en Europe de l'Ouest en 1985-1986 n'apaisent pas ce sentiment. En outre, cette armée est pro-fédéraliste, bien que la répartition de ses chefs soit équitable entre les nations. Le budget de la défense reste donc élevé, à la fois par nécessité stratégique et par sécurité politique.

En 1985-1986, la situation est pré-révolutionnaire. Un million de chômeurs sont déclarés. Les affrontements vont grandissant entre le gouvernement fédéral, qui essaie de promouvoir des réformes encore plus radicales, et les gouvernements des républiques florissantes, qui défendent leurs intérêts nationaux. Certaines règles constitutionnelles sont suspendues temporairement. La bataille du budget fédéral en 1986 est ajournée en suspendant les versements par les Républiques ; le gouvernement fédéral accepte de financer les dépenses fédérales uniquement sur les revenus fédéraux. Mais la libéralisation a réduit les revenus douaniers et le produit des taxes diminue avec la baisse de la consommation.

Pour parfaire ce plan de déstabilisation accélérée de la Yougoslavie, la Banque mondiale et le FMI exigent que le gouvernement fédéral consacre l'essentiel de ses moyens financiers au remboursement de la dette extérieure et ses intérêts, menaçant de ne pas la rééchelonner. Belgrade se voit donc dans l'obligation de suspendre ses transferts financiers déjà maigres aux républiques et provinces. Ce processus porte en lui le principe des sécessions à venir. Les républiques développées se privent de leurs profits à perte et celles qui ont toujours vécu aux dépens du pouvoir fédéral se voient abandonnées. Les républiques riches (Slovénie et Croatie) ont toutes les raisons de demander leur dissociation de la Fédération yougoslave ou, pour le moins, que celle-ci évolue vers une confédération. Tandis que la Serbie, le

²⁴ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 9.

²⁵ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 235.

Monténégro et la Macédoine font tout pour préserver une organisation fédérale, communautaire et solidaire. La Bosnie-Herzégovine suit ce dernier mouvement, au moins jusqu'en 1991.

2.3.- La situation problématique du Kosovo

La majorité de la population a grandi sous la Constitution de 1974²⁶, qui donne plus de poids aux nationalités qu'à la Fédération. Les nationalismes se développent. En particulier, en 1977, les Serbes accusent ouvertement la Yougoslavie de Tito de pratiquer la discrimination à l'égard de la Serbie. En 1986, le gouvernement serbe est plutôt centriste, pro-fédéral et pro-FMI. Il est cependant confronté à la situation désastreuse du Kosovo, dont le sort est farouchement défendu par l'église orthodoxe et les intellectuels. Pour des raisons économiques et par libéralisme, il souhaite réintégrer rapidement le Kosovo et la Voïvodine. Le Kosovo coûte cher à la Serbie à plus d'un titre : l'autonomie impose des structures onéreuses, favorise le gaspillage de l'aide fédérale et est source de blocages politiques au cours des prises de décision qui intéressent la Serbie et ses deux provinces autonomes rattachées (Kosovo et Voïvodine). Le courant libéral de la Ligue des communistes de Serbie est favorable à la suppression de l'autonomie des provinces, de façon à mieux intégrer l'économie et à réformer les pouvoirs fédéraux, en liaison avec le FMI. Les ressources minières de la première et le tissu industriel de la seconde pourraient contribuer à un projet économique global, générateur de croissance. Mais le projet de réintégration du Kosovo est exploité également par les nationalistes, dont le but est de restaurer la Nation serbe par le fédéralisme et de remettre en cause les frontières héritées de l'histoire européenne²⁷.

2.4.- Le plan Markovic

Après un voyage à Washington où il a rencontré le président Georges Bush, le Croate Ante Markovic, Premier ministre fédéral, reconnaît officiellement que la

²⁶ La Constitution de 1974 décentralise les pouvoirs et crée, au sein de la république serbe, les provinces autonomes du Kosovo et de la Voïvodine.

²⁷ L'Académie des Sciences et des Arts de Belgrade rédige cette année-là un *Memorandum*, qui a joué un rôle important dans la propagation de l'idéologie nationaliste serbe. Il n'est pas fait mention de « Grande Serbie », ni de purification ethnique, mais le texte appelle à la reconquête de la souveraineté nationale perdue, en particulier dans les provinces autonomes. La situation discriminatoire des Serbes du Kosovo est décrite comme un génocide physique, politique, juridique et culturel (Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, GRIP, Bruxelles, juin 1999, p. 21).

crise est liée au socialisme et à une mauvaise définition du rôle de l'Etat. Il présente un plan économique d'austérité en 1989, qui prévoit une réévaluation du dinar, désormais indexé au mark allemand, un blocage total des salaires et partiel des prix, une politique monétaire restrictive et une rationalisation encore plus drastique des droits de douane. Compte tenu de l'inflation, le gel des salaires est vécu comme une diminution progressive (70% de perte de pouvoir d'achat pendant les six premiers mois de 1990).

Le plan Markovic n'est pas novateur. Il traduit point par point les exigences du FMI, dictées par le président des Etats-Unis. Problématiquement, ces règles tentent de s'appliquer, non pas à un pays homogène, mais à un pays déjà fortement déséquilibré. Les républiques prospères les appliquent déjà en partie, mais les autres, déjà très fragilisées, sombrent littéralement dans l'abîme. En Bosnie et au Kosovo, république et région gravement touchées par la crise, le favoritisme ethnique fonctionne à plein. Les emplois et autres avantages ne se cèdent pas en dehors des communautés. En particulier, les emplois administratifs et les emplois générés par l'armée sont réservés aux communautés serbes. En Croatie, Franjo Tujman dressera la population croate contre les privilèges serbes : 40% des ministres, 60% des dirigeants d'entreprise, six rédacteurs de la radio sur sept sont des Serbes²⁸. Pendant ce temps, les anciennes entreprises autogérées font faillite les unes après les autres et sont reprises par des créanciers occidentaux qui bouleversent les habitudes héritées du titisme. Ces opérations de rationalisation se traduisent par des plans sociaux qui mettent deux travailleurs yougoslaves sur trois au chômage²⁹. Les faillites frappent surtout la Serbie (dont le Kosovo), la Bosnie et la Macédoine. Slobodan Milosevic, leader de la Ligue des communistes de Serbie depuis 1987, est hostile au plan Markovic ; il craint de ne plus pouvoir maîtriser l'agitation sociale que le plan provoque. Paradoxalement, il défend farouchement le maintien de la Fédération. Il ne peut donc rien afficher publiquement et se sert du nationalisme Grand Serbe pour canaliser les foules mécontentes. Au Kosovo, en février 1989, les grèves des mineurs sont l'occasion de revendications politiques : on demande le retour de trois dirigeants récemment limogés et un statut de république pour le Kosovo. La répression est très brutale et Belgrade décrète l'état d'urgence. Dans toutes les autres Républiques ou

²⁸ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 278.

²⁹ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 234.

provinces, la révolte est radicale contre la politique fédérale pro capitaliste. Elle semble dépasser les « nationalités » qui sont soudées dans les difficultés.

Pourtant, les nouvelles bourgeoisies ont réussi à déchaîner le nationalisme pour faire diversion. Les hommes politiques sentaient venir depuis 1987 ces vagues de protestation et de grèves. Les vieux démons nationalistes ont finalement canalisé cette énergie protestataire. En mai 1989, les premiers partis nationalistes apparaissent : le HDZ (Union démocratique croate) de Franjo Tujman en Croatie. A ses débuts, le HDZ évite toute tonalité anti-serbe et insiste sur les droits de l'homme, l'égalité de tous les citoyens et l'économie de marché. Sous la pression de la diaspora croate, qui assure le financement de l'Union, les messages de fraternité aux « frères serbes » laissent progressivement la place aux dérives nationalistes. Fin juin 1989, trois mois après les grandes grèves en Serbie, Slobodan Milosevic réussit à organiser une manifestation rassemblant un million de Serbes contre les Albanais du Kosovo. Le mouvement protestataire serbe atteint rapidement la Croatie, principalement dans la Krajina et en Slavonie, peu de temps après la création du HDZ.

« Les pressions et les chantages du FMI et de la Banque mondiale réussissent à diviser les bourgeoisies yougoslaves et aggravent entre elles leurs contradictions, si bien que chacune veut reporter sur les autres les conséquences de la crise »³⁰.

2.5.- L'éclatement politique

Le dernier congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) se tient à Belgrade à partir du 20 janvier 1990. Les protestataires croates et slovènes provoquent l'éclatement des LC des différentes Républiques et la Slovénie quitte le cénacle. Le congrès est ajourné *sine die* le 23 janvier, malgré les tentatives de Slobodan Milosevic de poursuivre le congrès sans les Slovènes et les Croates.

Au mois de mai, Franjo Tujman est élu président de la Croatie par le Parlement, où le HDZ a remporté plus de la moitié des sièges. Au Kosovo, le Parlement provincial proclame l'indépendance par rapport à la Serbie et confère à la province le statut de République dans la Fédération yougoslave, pour répondre à la modification de la Constitution serbe qui prévoit l'abolition de l'autonomie de ses provinces. La réintégration des provinces n'est plus présentée comme une nécessité économique, mais comme une réalité nationaliste grand-serbe. La Serbie mate durement ce mouvement sécessionniste, sans toutefois obtenir le soutien de l'armée

fédérale, maintenue dans ses cantonnements par décision fédérale (la Croatie et la Slovénie opposent leur veto). Contrairement à ce qui se passe en Slovénie, en Croatie ou au Kosovo, les néo-communistes serbes remportent majoritairement les élections législatives en décembre 1990 et Slobodan Milosevic est élu président de Serbie au suffrage universel avec 65% des voix. Le Monténégro vote en même temps que la Serbie et obtient les mêmes résultats. Contre toute attente, les élections législatives en Bosnie-Herzégovine voient une coalition des partis démocratiques nationalistes des trois communautés musulmane, serbe et croate s'opposer au parti communiste. Dans le consensus, Alija Itzebegovic est élu président de la République de Bosnie en décembre 1990. Enfin, en Macédoine, une coalition de nationalistes et de communistes élit Kiro Gligorov à la présidence. C'est la fin de la Yougoslavie. La présidence fédérale ne durera plus que quinze mois, et le gouvernement fédéral vingt et un mois.

La communauté internationale aurait peut-être pu faire pression sur les dirigeants serbes, partisans d'une LCY commune et forte, afin qu'ils admettent qu'un Parlement fédéral soit constitué par le biais d'élections libres avec multiplicité des partis. Or, à cette époque, la pensée stratégique américaine est déjà en train d'évoluer : d'idéologique, elle devient économique. A partir d'un certain stade, l'objectif se borne à développer les économies de marché, à défaut des démocraties de marché³¹. Au lendemain du dernier congrès de la LCY, l'Occident voit dans la débâcle des promesses de libéralisation à venir, sauf pour la Serbie et le Montenegro, en occultant complètement les graves conséquences politiques.

2.6.- Conclusions partielles

Ainsi, les divisions historiques entre Serbes, Croates et Musulmans ont été exacerbées parce que la crise économique, les exigences du marché global et celles des institutions financières internationales ont contraint les différentes Républiques de l'ex-Yougoslavie à rivaliser entre elles jusqu'à rompre le consensus interne de la Fédération. En l'analysant uniquement comme une "lutte ethnique" ou comme le résultat de l'"expansionnisme serbe", les institutions politiques internationales (ONU, UEO, OTAN) ne pouvaient adopter, à l'égard de cette guerre, que des politiques

³⁰ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 237.

³¹ Cf. paragraphe 1.2.

erronées. Avec l'effondrement de l'Etat fédéral et de l'économie, les acteurs du conflit se sont trouvés projetés vers l'inconnu. En Slovénie, Croatie, Bosnie et Serbie, les rêves d'identité nationale ont pris le relais.

Ainsi, si les Etats-Unis semblent se désintéresser de la crise à ses débuts, c'est soit par inconscience, soit par cynisme politique. La politique des instances internationales se poursuit dans la même continuité dès après les événements de la fin de l'année 1990 (répressions sanglantes au Kosovo après la proclamation d'indépendance, puis la dissolution du Parlement provincial par l'Assemblée serbe et victoire des néo-communistes de Slobodan Milosevic aux élections nationales en décembre). Milosevic devient l'ennemi à éliminer par tous les moyens : il ne respecte pas les droits de l'homme et s'oppose aux réformes économiques. Pour briser la résistance sociale serbe, la « *1991 Foreign operations law 101-513* » ordonne aux mandataires américains de la Banque mondiale, du FMI et de tous les grands organismes occidentaux de suspendre toute aide économique, tout prêt, toute ligne de crédit en faveur d'ennemis désignés : Angola, Cambodge, Cuba, Iran, Irak, Syrie, Corée du Nord et, bien sûr, Yougoslavie³².

³² Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, page 236



TROISIEME PARTIE :

LE PROCESSUS DE RECONNAISSANCE DES REPUBLIQUES YUGOSLAVES SECESSIONNISTES

En janvier 1991, la Yougoslavie n'existe plus : les six Républiques de Yougoslavie (Serbie, Monténégro, Croatie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine et Macédoine) ont des intérêts divergents et il n'y a plus aucun facteur d'unité. A partir de ce moment, chaque partie fait ses calculs en fonction de ses alliés internationaux. La Croatie et la Slovénie s'appuient sur l'Allemagne, l'Autriche et le Vatican; les Musulmans de Bosnie se tournent vers le monde arabo-musulman et sentent que les Etats-Unis vont prendre leur défense; la Serbie et tous les Serbes de Yougoslavie édifient une idéologie de l'isolement en comptant sur la puissance de l'armée fédérale et sur la solidarité slave avec la CEI. L'Allemagne et les Etats-Unis ont eu des rôles déterminants, d'abord opposés, puis identiques, dans le processus de reconnaissance de l'indépendance des Républiques ex yougoslaves.

3.1.- Reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie: division des Européens et opposition des Etats-Unis

En janvier 1991, les institutions fédérales sont toujours existantes. En particulier, l'armée fédérale est mobilisée et les officiers serbes de Bosnie et de Croatie se considèrent comme les gardiens de la structure fédérale. La rébellion des Serbes de Croatie (Krajina et Slavonies) a commencé au mois de septembre 1990. L'armée la soutient et ce soutien lui paraît légitime, puisque la Krajina tente de se séparer de la Croatie, qui se sépare elle-même de la Yougoslavie par des procédures analogues.

Le 17 mai 1991, les institutions fédérales sont bloquées. Le bloc serbe empêche l'élection du croate Mesic à la Présidence de la Yougoslavie. Le 26 juin, l'indépendance est proclamée en Croatie et en Slovénie après que les Parlements respectifs ont achevé leur travail législatif. L'armée fédérale manœuvre en Slovénie et en Croatie où ont lieu les premiers affrontements. Par la voix de Jacques Delors, la Communauté économique européenne (CEE) demande aux Yougoslaves de rester unis, sous peine de perdre son soutien financier. Dans l'euphorie qui suit la victoire alliée après la guerre du Golfe, les Etats-Unis affirment vouloir laisser aux Européens le soin de régler une affaire qui intéresse leur continent. Ils savent les Européens divisés. En particulier, l'Allemagne a des idées très arrêtées quant au sort de la Slovénie et de la Croatie. Les autres pays européens sont plus prudents. Les

pressions des émissaires de la CEE réussissent à faire évacuer l'armée fédérale de la Slovénie, mais la guerre continue à faire rage en Croatie, où l'armée fédérale soutient l'expansion des Serbes de Krajina et de Slavonie. Début octobre, Serbes et Monténégrins s'emparent de la présidence yougoslave.

De juillet à décembre 1991, la Communauté internationale essaie en vain de mettre fin aux combats. Quatorze cessez-le-feu ont été signés par les parties en conflit, mais aucun n'a été respecté. Les belligérants comprennent vite le raisonnement occidental : la Yougoslavie n'est pas l'Irak ; il n'y a pas de richesses naturelles à convoiter et l'armée yougoslave constitue la deuxième force militaire conventionnelle en Europe. De plus, l'industrie de l'armement yougoslave est pratiquement autosuffisante. Après les tentatives de médiation de Van de Broek, puis de Lord Carrington, et la création de la commission Badinter, la France et l'Angleterre saisissent l'ONU en septembre. Le 25 septembre, l'ONU vote un embargo sur les armes à destination de l'ex-Yougoslavie. Il faut attendre janvier 1992 pour que le quinzième cessez-le-feu, négocié par Cyrus Vance, ancien secrétaire d'Etat américain de Jimmy Carter, représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies pour les Balkans, soit respecté. Ce respect est la condition nécessaire et suffisante à un déploiement de Casques bleus sur les lignes de front.

En réalité, les Européens ne brillent pas par leur cohésion et cela n'œuvre pas pour la paix en Croatie. Cette dernière est soutenue par l'Allemagne et l'Italie et la cause des Serbes de Krajina et de Slavonie est entendue – officieusement – par la France, l'Angleterre et l'Espagne. Le 18 décembre 1991, la CEE déclare qu'elle reconnaîtra l'indépendance des Républiques sécessionnistes le 15 janvier 1992, sous réserve des conclusions de la commission Badinter sur la conformité de leurs institutions aux principes démocratiques et notamment aux droits des minorités. Mais l'Allemagne récemment réunifiée profite d'un effet d'annonce et prend l'avantage sur la France et la Grande-Bretagne en reconnaissant la Croatie et la Slovénie dès le lendemain. La France lui emboîte le pas, pour ne pas risquer d'entamer l'axe franco-allemand, pilier de la construction de la jeune Union européenne. Le 15 janvier, la Croatie et la Slovénie sont reconnues par une quarantaine de pays, dont ceux de la CEE, la plupart des autres pays européens, la Russie, le Canada, l'Australie, mais pas par les Etats-Unis. Ces derniers s'y opposent fermement, présentant les conséquences pour le reste de la Yougoslavie.

Le cessez-le-feu est respecté et le « plan Vance », qui prévoit le déploiement de Casques Bleus sur le terrain conquis par les Serbes, est mis en œuvre. La durée du mandat est voulue courte par les Croates, longue par les Serbes. 14 000 soldats, dont 2 500 Français sont déployés à la fin de février 1992. Mais le mandat des Nations Unies en Croatie n'est pas clairement défini au départ : on ne sait pas si l'ONU a pour mission de rétablir le *statu quo ante bellum* ou de rendre définitives les avancées réalisées sur le terrain par les Serbes. Rien n'est prévu concernant le retour des personnes déplacées ou réfugiées.

3.2.- Reconnaissance instantanée de la Bosnie-Herzégovine

Pendant ce temps, la Bosnie-Herzégovine attend son heure. Pendant la première partie de la guerre, son territoire sert de base arrière à l'imposante armée fédérale. Depuis 1990, le gouvernement de coalition de partis représentant les trois communautés s'y était installé et la paix civile semblait préservée. Fin 1990, après les élections, les uns pensaient que la Bosnie avait tous les atouts pour rester comme une Suisse entre les deux Républiques ennemies, serbes et croates, pendant que les autres voyaient déjà dans l'organisation de cet Etat un nouveau Liban. Dès le début de 1991, les Serbes de Bosnie s'organisent eux aussi en « Républiques autonomes serbes », dans la mesure où leurs territoires sont frontaliers des territoires serbes de Croatie. La Bosnie, contrairement aux Républiques voisines, n'a pas constitué de forces armées. Le président Itzébégovic se réclame de la non-violence. Il n'a pas les moyens d'affirmer son autorité. A l'origine, personne en Bosnie n'était disposé à sortir de la Fédération, considérée comme le ciment entre les différentes communautés. En mai 1990, des sondages réalisés dans trois grandes villes bosniaques donnaient des majorités écrasantes (supérieures à 80%)³³ pour rester dans la fédération, les grandes villes étant majoritairement peuplées de Musulmans. Mais cette volonté de rester valait pour une Fédération pondérée de façon équitable entre la Serbie et la Croatie. Si bien qu'à partir du 26 juin 1991, date d'autoproclamation d'indépendance de la Croatie, la Bosnie entame elle aussi un processus de dissociation, en s'appuyant sur les communautés musulmanes et croates, alliés traditionnels. Elle cesse de participer à la présidence collégiale, réduite au bloc serbe. Le 15 octobre, le Parlement de Bosnie vote deux résolutions sur la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine et son retrait de la Fédération yougoslave. Contrairement aux trois autres Républiques, elle ne le fait pas par voie de référendum. Les députés serbes refusent donc de reconnaître la légitimité de ces résolutions. Entre temps, Alija Itzébégovic s'est déjà rendu en Turquie et, vraisemblablement, en Iran pour susciter un soutien politique et financier. L'Iran, la Bulgarie et la Turquie reconnaissent rapidement la Bosnie-Herzégovine. Début janvier 1992, la « Bosnie serbe » se proclame république fédérée, avec pour capitale Sarajevo. Devant la coexistence de deux pouvoirs parallèles, la CEE refuse de reconnaître la Bosnie-Herzégovine et demande qu'un référendum soit organisé. Celui-ci a lieu le 29 février et sur 62% de votants, 99% votent en faveur de l'indépendance. La communauté serbe a boycotté les urnes. Le Parlement bosniaque proclame l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine début mars et, début avril, la Communauté européenne la reconnaît, immédiatement suivie par les Etats-Unis. Or, la Constitution prévoyait qu'aucune décision ne pouvait être prise sans l'accord des trois communautés. Cette décision est donc perçue comme illégale par la communauté serbe de Bosnie ; la guerre est inévitable. Le siège de Sarajevo par l'armée yougoslave commence début avril. Le Conseil de sécurité des Nations unies étend le mandat de la FORPRONU à Sarajevo fin juin.

3.3.- Analyse de l'attitude des Etats-Unis dans le processus de reconnaissance des Républiques

³³ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 369.

Au cours de ces deux années 1991-1992, l'attitude des Etats-Unis semble totalement contradictoire et incohérente. Jusqu'à la fin de l'année 1991, les Américains, officiellement désireux de laisser la Communauté européenne régler la question yougoslave, multiplient en fait les interventions pour tenter de maintenir la cohésion de la Fédération. Ils refusent de reconnaître la Croatie et la Slovénie. Début 1992, en revanche, ils font pression sur la Communauté européenne pour qu'elle reconnaisse la Bosnie-Herzégovine, la menaçant de continuer à ne pas reconnaître les deux premières Républiques.

Jusqu'à l'été 1991, les Etats-Unis font tout pour préserver la Fédération yougoslave. En avril 1991, l'ambassadeur des Etats-Unis en Yougoslavie, Warren Zimmerman, met en garde les Slovènes contre les dangers de l'indépendance. Au mois de mai, le Département d'Etat publie une déclaration qualifiant l'armée fédérale yougoslave de « facteur de paix et de stabilité ». Peu avant la déclaration d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie, le secrétaire d'Etat James Baker rencontre à Belgrade les présidents croate et slovène, Franjo Tudjman et Milan Kukan, et leur indique clairement que les Etats-Unis ne reconnaîtront pas leurs Etats. D'après Michel Collon, James Baker aurait donné à Belgrade des garanties de non ingérence en cas d'intervention de l'armée fédérale en Slovénie et en Croatie³⁴.

Jusqu'à l'été 1991, les Américains restent persuadés qu'il faut maintenir la cohésion de l'URSS et de la Yougoslavie. Ils soutiennent à bout de bras le président Gorbatchev. D'autre part, les menaces de l'armée soviétique d'intervenir en Yougoslavie, dont la Communauté européenne a été la cible avant le putsch manqué du 19 août 1991, nécessitent que la puissance occidentale dominante reste en retrait. « Les Soviétiques s'opposent [au déploiement d'une force d'interposition européenne en Yougoslavie], car ils y voient les signes d'une hégémonie européenne et la main de l'OTAN. L'armée soviétique a même fait savoir qu'elle avait des armes et qu'elle saurait s'en servir »³⁵. Août 1991 marque forcément un tournant dans la politique européenne des Etats-Unis : le morcellement de l'URSS est déjà commencé et il leur faut se positionner. La Yougoslavie apparaît comme une tête de pont idéale pour s'implanter en Europe centrale. Les Etats-Unis ont toujours déclaré être pour l'unité et la démocratie en Yougoslavie. Ils ont effectivement la conviction que leurs intérêts seront mieux servis dans le cadre d'une Yougoslavie unitaire. La rivalité entre Bonn et Washington renforce cette analyse³⁶. Les Etats-Unis craignent que la nouvelle Allemagne réunifiée ne s'érige en puissance trop bien reconnue en Europe centrale et orientale et ne les empêche d'y ouvrir des marchés américains. Ils s'opposent donc aux décisions de l'Allemagne et de la Communauté européenne, concernant la reconnaissance de la Croatie et la Slovénie.

Mais fin 1991, le maintien de la Fédération yougoslave paraît compromis et les Etats-Unis saisissent l'avantage à soutenir Alija Itzebegovic, qui leur est chaudement recommandé par la

³⁴ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 176.

³⁵ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 394.

³⁶ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, chapitre 9 : « Cinq années de rivalité entre Bonn et Washington ».

Turquie. Au mois de février 1992, juste avant le référendum en Bosnie, une réunion des dirigeants bosniaques et européens se tient à Lisbonne, sous la présidence de José Cutilheiro, mandaté par Lord Carrington. Un projet de « cantonisation » y est présenté, sans succès. D'après T.W. Carr, « l'Allemagne et les Etats-Unis [y] encouragèrent le président Itzébégovic à proclamer l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine en lui promettant qu'elle serait reconnue et qu'elle recevrait une aide financière »³⁷. De toutes façons, d'après Paul Garde, « la population en Bosnie est tellement mêlée que la délimitation des prétendus cantons, tout comme le partage en plusieurs Etats, serait parfaitement arbitraire »³⁸. La Bosnie n'est pas comme la Slovénie, la Croatie ou même la Macédoine. Dans la moindre région ou ville, si l'une des communautés est majoritaire, les deux autres coexistent également. A Lisbonne, les représentants des communautés avaient « [dégainé] leurs calculatrices et [brandi] le pourcentage de leurs compatriotes qui se retrouveraient dans le mauvais canton ».

Les Etats-Unis soutiennent donc la cause des Musulmans de Bosnie dès le début de l'année 1992. Paul-Marie de La Gorce relève ce paradoxe : « On pouvait penser que, conscients des conséquences désastreuses du démembrement de la Fédération yougoslave, ils tarderaient le plus possible à le cautionner.[...] Mais, cette fois, tout change »³⁹. James Baker fait pression sur la Communauté européenne pour qu'elle reconnaisse la Bosnie-Herzégovine, faute de quoi les Etats-Unis continueraient à ne pas reconnaître ni la Croatie ni la Slovénie. « Le 7 avril, il obtient satisfaction : la Bosnie-Herzégovine est reconnue par tous les Etats occidentaux et, bientôt, elle est admises aux Nations Unies plus vite qu'aucun Etat nouveau ne le fut jamais dans toute l'histoire de l'Organisation »⁵. Washington a déjà joué la carte islamique et décide de faire durer le conflit.

Ainsi la fin de la Yougoslavie fait peu à peu l'objet d'un consensus mais comme le dit Paul Garde⁴⁰, « le prestige des institutions européennes n'a rien gagné à cette cacophonie ». Le grand vainqueur de ce processus difficile est l'Amérique, qui a réussi à montrer les divisions de la jeune Union européenne et trouve de manière opportune l'occasion de marquer son soutien à l'Islam.

³⁷ Intervention de T.W. Carr au symposium de Chicago sur les Balkans, septembre 1995.

³⁸ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 372.

³⁹ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p.179, propos repris de Paul-Marie de La Gorce, interview dans *Confluences*, France, hiver 1994-1995, p. 103.

⁴⁰ Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992, p. 325.

QUATRIEME PARTIE :

LA CRISE BOSNIAQUE

La guerre en Bosnie a été pour les Etats-Unis l'occasion d'atteindre plusieurs objectifs stratégiques et, également, pour le président William Clinton de renforcer son image politique à la sortie de son premier mandat. Comme nous l'avons vu précédemment, les Etats-Unis ont précipité la Bosnie-Herzégovine dans la guerre, mais, paradoxalement, ne sont pas prêts à intervenir sur le terrain. L'opinion américaine y est parfaitement hostile. Les Américains ont soutenu la cause des Musulmans de Bosnie, ouvertement sur les plans politique et économique, de manière plus discrète sur le plan militaire. Cela leur a permis d'une part de se placer en « protecteur de l'Islam » en Europe et sur la scène internationale et, d'autre part d'entretenir en Bosnie une situation ingérable pour la jeune Europe et la Communauté internationale, permettant à l'OTAN de s'imposer comme seul et unique bras armé de l'ONU capable d'intervenir efficacement. De cette manière, les Etats-Unis ont réussi à s'implanter militairement en Bosnie-Herzégovine, en évitant que ne coule le sang des Américains. Pour arriver à ces fins, ils ont continué ce qu'ils avaient expérimenté pendant la guerre du Golfe dans le domaine de la « diabolisation » de l'ennemi et de la désinformation.

4.1.- Le soutien à l'Islam intégriste

« S'il y a une spécificité et une continuité de la Bosnie-Herzégovine, c'est celles de n'appartenir à aucun peuple, d'être un lieu permanent de brassage et d'assimilation, carrefour des civilisations et périphérie des empires »⁴¹ Pourtant, les Etats-Unis vont soutenir Alija Itzebegovic, élu démocratiquement, mais adepte du fondamentalisme musulman.

Dans la suite logique de ce qui a été dit précédemment (Cf. § 1.5.-), les Etats-Unis ont besoin en 1992 de se racheter auprès du monde arabo-musulman : leur soutien à Israël et le bombardement de l'Irak pendant la guerre du Golfe ont provoqué un grand mécontentement anti-américain parmi les populations arabes, y

⁴¹ Xavier Bougarel, *Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière*, Hérodote, 4^o trimestre 1992, pp. 84-147.

compris celles des régimes favorisés par Washington. Soutenir le Musulman Alija Itzebegovic dans la crise bosniaque est une occasion facile pour atténuer cette impopularité.

Rappelons que la Bosnie-Herzégovine et la Croatie sont également soutenues par Israël, depuis la remarquable opération de manipulation réalisée par la *Rudder Finn*. Cette société a réussi à faire admettre au lobby juif que les descendants de leurs anciens bourreaux croates pendant l'Holocauste étaient aujourd'hui, avec les Musulmans bosniaques, les victimes des camps de prisonniers serbes, ainsi qu'à faire admettre l'amalgame Milosevic = Hitler.

Mais le soutien accordé à l'Islamisme est également une constante de la politique extérieure américaine depuis la guerre froide. Comme cela a été dit dans la première partie, le nationalisme islamique est le meilleur moyen de maintenir des tensions et des contradictions dans les républiques du sud de l'ex Union soviétique et d'empêcher une reconstruction de celle-ci. En Bosnie, le soutien d'un Etat musulman intégriste a deux autres objectifs : détourner la colère des masses arabes face à la politique menée au Proche et au Moyen Orient et installer un foyer de tensions permanent dans lequel l'Europe ne pourra que se diviser dans les décennies à venir.

La Turquie est très intéressée par la crise bosniaque. Pour la première fois depuis la chute de l'empire ottoman, elle peut à nouveau prendre part aux affaires balkaniques.

Washington ferme les yeux sur toutes les formes de soutien qui sont apportées à la Bosnie, en particulier sur les moudjahidins qui sont envoyés par l'Iran. James Baker avait déclaré : « Nous ne devons nous opposer à l'intégrisme que dans la mesure de nos intérêts »⁴².

Dès le mois de décembre 1992, la délégation américaine à l'OTAN propose de lever l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie-Herzégovine. La plupart des gouvernements européens craignent que cela ne mène à un embrasement général et incontrôlable du théâtre, où les Casques Bleus seraient inévitablement mis en danger.

En février 1993, les Etats-Unis mènent leur première opération unilatérale en Bosnie. Il s'agit du parachutage de 21 tonnes de vivres dans l'est du pays. Les raisons humanitaires sont évidemment invoquées et leur couverture médiatique est

⁴² Général Pierre Marie Gallois, *Le soleil d'Allah aveugle l'Occident*, 1995, p. 31.

assurée. Cette opération marque l'entrée officielle des Etats-Unis dans le conflit, aux côtés des Musulmans bosniaques.

En 1994, pour accompagner la constitution de la Fédération croato-musulmane (voir plus bas), les Etats-Unis aident le gouvernement Itzebegovic à se renforcer militairement, en violant l'embargo sur les armes à destination de la Bosnie et en favorisant le ralliement de plusieurs centaines de miliciens iraniens et de moudjahidins afghans. La CIA et les forces spéciales installent en Bosnie un réseau de commandement et de surveillance, capable de coordonner l'action des armées croates et musulmanes. Début 1995, le général Rose, commandant la FORPRONU, constate que l'équilibre stratégique est en train d'évoluer au détriment de l'armée serbe de Bosnie. De plus, à cette époque, la Serbie s'est définitivement coupée de la République serbe de Bosnie et ne lui offre plus de soutien militaire.

Les Etats-Unis soutiennent le président Itzebegovic et sa politique nationaliste pour la Bosnie-Herzégovine, afin d'apparaître comme le « protecteur » de l'Islam sur la scène internationale. Or, paradoxalement, en Bosnie, « tant les responsables de la Communauté islamique que ceux de l'Eglise catholique condamnent [les] affrontements et en rendent [les partis nationalistes musulmans et croates] responsables »⁴³. D'ailleurs, jusqu'en avril 1993, Alija Itzebegovic n'aura de cesse de se débarrasser du *reis ul-ulema* (chef des ulemas) de Bosnie-Herzégovine, Jakub Selimovski, lui-même convaincu que la guerre intercommunautaire n'est pas une nécessité.

4.2.- La désinformation

Après le torpillage des réformes monétaires de Markovic par le gouvernement serbe en janvier et les élections en décembre 1990, Slobodan Milosevic et les Serbes commencent à devenir les cibles à abattre pour les Etats-Unis, tant ils sont des obstacles à la libéralisation du marché yougoslave. Pourtant, seuls les Serbes (pris au sens large) sont désireux de maintenir la cohésion de la Fédération. Les Etats-Unis les soutiennent encore pendant quelque temps. Ils tentent même, sans succès, de contourner Milosevic en plaçant Milan Panic, businessman ayant la nationalité américaine, comme Premier ministre à Belgrade pendant le deuxième semestre de l'année 1992. Mais l'option du soutien à l'Islam est choisie et la campagne de

⁴³ Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996, p. 64.

diabolisation de l'ennemi, bien expérimentée au Moyen-Orient avec Saddam Hussein, est mise en place.

Pour amener le Conseil de sécurité des Nations Unies à voter des sanctions contre la Serbie qui soutient ostensiblement les Serbes de Bosnie-Herzégovine, les organes d'information américains mènent un véritable battage médiatique autour de l'attentat de la boulangerie de la rue Vase Miskin à Sarajevo, en l'attribuant aux Serbes. Or la responsabilité en est attribuée aux Musulmans par le commandement des Casques bleus, ainsi que par les antennes de renseignement française et britannique. Les généraux qui commandent la FORPRONU le savent bien et le font savoir. Mais, lorsqu'ils dénoncent les manœuvres et les violations de cessez-le-feu des forces bosniaques, leur réaction est perçue comme une incongruité⁴⁴.

A l'été 1992, des camps de prisonniers sont découverts en République serbe de Bosnie. Des montages photographiques astucieux, renforcés par une campagne de désinformation orchestrée par des sociétés spécialisées américaines, transforment ces camps de prisonniers en camps de concentration qui rappellent l'épuration ethnique pratiquée par les nationaux socialistes pendant la dernière guerre mondiale.

Pour le monde entier, les Serbes sont des brutes sanguinaires, spécialistes de la guérilla et des actions terroristes, prêts aux plus grandes atrocités pour « nettoyer » leur territoire. Bien sûr, il n'y a pas de fumée sans feu ; il y a eu en Bosnie des brutalités, des viols, des assassinats et, encore plus sûrement, des règlements de compte. Mais en diabolisant une seule des trois communautés, les Etats-Unis gomment volontairement les atrocités commises par les deux autres.

En particulier, les pratiques de la terreur et de la terre brûlée appliquées par l'armée de Croatie contre les Serbes de Krajina en août 1995 sont systématiquement tues. Le médiateur européen Karl Bildt estime qu'il faudrait déférer le président Tudjman devant le tribunal pénal international pour crimes de guerre, mais il n'est pas entendu. Le ministre des affaires étrangères allemand, Klaus Kinkel, avait légitimé par avance l'opération de conquête des Krajina et de la Slavonie par l'armée croate, estimant que la Communauté internationale devrait soutenir la préoccupation légitime des Croates de récupérer leur territoire « envahi » par les Serbes. Cette population serbe vivait en Krajina depuis des siècles, mais les médias occidentaux ont prétendu qu'elle « occupait » ces territoires depuis 1991.

⁴⁴ Général Morillon, *Croire et oser*, Bernard Grasset, Paris, 1993, pp. 126-127.

A partir de mai 1993, le Conseil de sécurité des Nations unies crée six zones de sécurité autour des grandes villes bosniaques à population majoritairement musulmane, enclavées dans des territoires contrôlés par les Serbes de Bosnie : Zepa, Tuzla, Bihac, Gorazde, Srebrenica et Sarajevo. Il s'agit pour la FORPRONU de permettre le désenclavement de ces zones et le passage de l'aide humanitaire. La couverture médiatique occidentale donne l'impression qu'il s'agit d'enclaves où des populations civiles désarmées sont encerclées et affamées par les Serbes. En réalité, ces villes ont constitué les bases principales des troupes musulmanes de Bosnie. Sarajevo est le quartier général des forces musulmanes ; le Cinquième corps de l'armée bosniaque se trouve dans la ville de Bihac ; la ville de Gorazde abrite plus de sept mille soldats musulmans. D'après le général belge Briquemont, qui a commandé la FORPRONU de juillet 1993 à janvier 1994, la tactique des Musulmans consistait à provoquer les forces serbes par des attaques rapides et ciblées, attendre la riposte et avertir la FORPRONU afin que celle-ci demande des attaques aériennes sur les positions serbes.

Par toutes ces manipulations, les Etats-Unis réussissent à préparer l'opinion internationale à réclamer une intervention militaire américaine en Bosnie, par l'intermédiaire de l'OTAN. Mieux encore, avec les bombardements du marché de Sarajevo (Markthalle, rue Titova, 35 morts) attribués injustement aux Serbes de Bosnie, le 28 août 1995, l'OTAN peut légitimer la poursuite de son plan de bombardements massifs des sites serbes (opération *Deliberate Force* – Force délibérée), alors que les dirigeants serbes de Bosnie déclarent le même jour vouloir accepter le plan du médiateur américain Richard Holbrooke. Pour l'opinion internationale, il s'agit de punir une bonne fois pour toutes ces Serbes qui commettent tant d'atrocités depuis cinq ans. Pour les Etats-Unis, il s'agit de donner une leçon au monde – et plus particulièrement à la Russie – sur la toute puissance de l'arme aérienne de l'OTAN et de s'assurer que les soldats américains seront déployés sur un théâtre préalablement sécurisé dans le cadre de l'IFOR (*Implementation Force* – Force de surveillance de la mise en vigueur des accords de Dayton à venir).

4.3.- Affaiblir et diviser l'Europe

Au début des années 1990, l'Europe est en passe de devenir géopolitiquement plus forte sur les plans économique, social et culturel, par rapport aux Etats-Unis qui sont jugés structurellement en déclin relatif. Les Etats-Unis utilisent la Yougoslavie

comme pomme de discorde entre l'Allemagne et la France, la rivalité entre les deux pays étant la source de l'impuissance européenne.

Jusqu'en 1993, les Américains n'interviennent pas directement dans les négociations. Lorsque la plan de paix ONU-Europe Vance-Owen (Cf. annexe 1) est présenté en janvier 1993, le président Clinton le rejette car d'après lui, il porte atteinte à l'unité de la Bosnie⁴⁵. Le président Itzébégovic le rejette également, après avoir fait traîner les négociations. Les Serbes ne l'acceptaient pas de toutes façons. En mai 1993, les dissensions entre Européens sont exacerbées, l'ONU ayant réuni à Washington les « principaux » pays impliqués dans la crise yougoslave – Etats-Unis, Russie, France, Grande-Bretagne et Espagne – pour examiner les conséquences du rejet du plan Vance-Owen. L'Allemagne est délibérément écartée de l'élaboration du plan de paix Owen-Stoltenberg (Cf. annexe 2). Bonn ne supporte plus d'être mise au rencard pour ce qui a trait aux négociations.

Lorsque le plan Owen-Stoltenberg est présenté au mois d'août suivant, il semble que les parties soient décidées à accepter de négocier. Or, d'après le général Briquemont, il semble que quelqu'un ait réussi à « faire croire à l'une ou l'autre partie qu'elle pouvait gagner sur le terrain »⁴⁶. A deux reprises, le Parlement bosniaque pose certaines conditions à l'acceptation du plan de paix (corrections territoriales, garanties supplémentaires). Celui-ci est abandonné début 1994, malgré la signature d'accords partiels entre Musulmans et Serbes sur le futur statut de Sarajevo ou sur le droit unilatéral de sécession des Républiques. En janvier 1994, la France essaie de reprendre l'avantage en proposant un plan « Juppé ». Ce plan est refusé par les Etats-Unis, puis soutenu en février, lorsque l'Union Européenne et l'Otan donnent un ultimatum aux Serbes, les menaçants de bombardements aériens s'ils ne se retirent pas à moins de 20 kilomètres de Sarajevo. En fait, les Européens sont définitivement doublés par les Etats-Unis, qui réussissent à négocier dans leur dos la création d'une Fédération croato-musulmane bosniaque, elle-même confédérée à la Croatie en mars 1994. « Du coup [...] la coalition croato-musulmane qui, en provoquant la sécession de la Bosnie-Herzégovine, avait suscité la réaction serbe et engendré la première phase du conflit, était reconstituée. »⁴⁷

⁴⁵ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 179.

⁴⁶ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 183, interview donné à l'hebdomadaire belge « Télémoustique » en janvier 1994.

⁴⁷ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 185, propos repris de Paul-Marie de La Gorce dans *Confluences*, France, hiver 1994-1995, p. 106.

En réalité, en 1993, l'administration Clinton souhaite s'investir encore plus en Bosnie. Il y a cependant d'importantes limitations à ce projet. L'opinion américaine n'est toujours pas prête à laisser envoyer des soldats américains sur le sol yougoslave. Elle craint une guérilla généralisée, qui prendrait une tournure semblable à ce que les soldats américains ont connu au Vietnam. Pour que les conditions soient meilleures, il faut affaiblir le potentiel de nuisance de la Serbie, réduire la résistance de sa population par l'embargo décidé en mai 1992 et surtout, mettre fin aux affrontements entre forces croates et musulmanes qui font rage en Herzégovine depuis le début du conflit. En mai 1993, Warren Christopher propose à la communauté internationale l'option « *lift and strike* », qui consiste à lever l'embargo sur les armes au profit des Musulmans et de frapper les positions serbes. Les Etats-Unis s'engagent à faire accepter le plan Vance-Owen si cette option est acceptée. Les Etats européens qui ont un fort contingent de Casques Bleus sur le terrain (France et Grande-Bretagne) refusent catégoriquement, craignant que leurs soldats ne soient pris entre deux feux. Bien entendu, cette option est approuvée par l'Allemagne qui n'est pas gênée, n'ayant aucun soldat déployé. Pourtant, le 29 juin, les Etats-Unis proposent un projet de résolution levant l'embargo sur les armes pour les Musulmans. Ils sont isolés et doivent reculer : La Russie, la France, la Grande-Bretagne, la Chine, l'Espagne, la Hongrie, le Japon et la Nouvelle-Zélande s'abstiennent.

Finalement, en décembre 1994, les dés sont jetés, les Américains ont pris les négociations à leur compte et sont arrivés aux objectifs fixés en 1993. La création de la Fédération croato-musulmane est une réussite. Les Croates ont lancé une offensive dans l'ouest de la Bosnie, pour permettre aux Musulmans de se dégager à Bihac. Un « Groupe de contact » a été constitué pour renforcer la coopération entre grandes puissances ; il comprend les Etats-Unis, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il propose le 5 juillet un nouveau plan de paix (Cf. annexe 3) qui octroie 51% du territoire à la Fédération croato-musulmane et le reste à la République serbe de Bosnie. Malgré les pressions, ce plan est refusé par le Parlement de la République serbe. Le plan est accepté par le président de la Serbie, qui vient de décréter un embargo économique contre la République serbe de Bosnie. Les Etats-Unis ont réussi à amener Slobodan Milosevic à coopérer. Enfin, Washington a définitivement supplanté Bonn à Zagreb et à Sarajevo.

Les négociations menées par Vance, Owen, Stoltenberg ou Juppé ont été balayées en quelques mois par les diplomates américains, mettant à jour la désunion européenne sur la question yougoslave et l'échec du programme d'unification européenne sur le plan politique et de la sécurité. Ils ont réussi à démontrer sur la scène internationale que, sans les Etats-Unis, l'Europe est impuissante.

4.4.- Imposer l'OTAN comme seul et unique recours à la crise

Lorsque, le 9 octobre 1992, le Conseil de sécurité des Nations Unies décrète l'espace aérien bosniaque « zone d'exclusion aérienne », il donne déjà à l'OTAN l'assurance de s'imposer logiquement sur le théâtre. Seule l'Alliance a les moyens d'assurer une surveillance permanente de l'espace aérien bosniaque avec ses AWACS et de faire respecter une zone d'exclusion. Le conflit bosniaque, comme la guerre du Golfe, a montré que, pour mener des opérations aériennes interarmées et multinationales, il faut disposer d'une structure de commandement et de coordination aérienne que seuls les Américains maîtrisent. Mais au début de la guerre, pour que les avions de l'OTAN interviennent, il est nécessaire d'avoir la « double clé », c'est-à-dire l'accord des deux Organisations, l'ONU et l'OTAN. En moins de trois ans, les Etats-Unis auront réussi à s'affranchir de la « clé » de l'ONU. D'après Willy Claes, secrétaire général de l'OTAN parfaitement aligné sur Washington, il ne pouvait y avoir deux capitaines sur un même navire. Il s'agissait pour les Etats-Unis de s'affranchir des résistances de Moscou ou de Pékin à l'accomplissement de la politique occidentale.

En février 1993, des raids aériens sont décidés contre les positions serbes, au moment où l'armée lance de sérieuses offensives sur les enclaves musulmanes. Pour Bill Clinton, il s'agit de « montrer que l'OTAN, la plus grande alliance militaire mondiale, demeure une force crédible pour la paix dans l'époque de l'après guerre froide »⁴⁸. Les dirigeants bosniaques ne sont pas dupes ; ils ont compris depuis longtemps que l'intervention américaine dans le conflit est dominée par des objectifs stratégiques, en l'occurrence par l'installation d'une présence militaire dans les Balkans. Cette démonstration vaut également pour la Russie. Pourtant, Warren Christopher, ministre des affaires étrangères de Bill Clinton, sait que Boris Eltsine

⁴⁸ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 183.

doit composer localement avec une opposition nationaliste qui s'identifie à la cause serbe.

Fin 1994, Paris et Londres se rendent compte que le plan américain « *lift and strike* » prévoit non seulement d'augmenter la pression sur les Serbes pour les forcer à négocier, mais surtout d'aider les forces de la Fédération croato-musulmane à gagner la guerre et à gagner de nouveaux territoires. Le quotidien *Le Monde* s'indigne que « des armes passent déjà. Il suffit de voir les métamorphoses qu'ont subies ces derniers mois l'armée gouvernementale bosniaque et celle de la Croatie, pour constater que l'embargo sur les armes est loin d'être respecté »⁴⁹. La France et la Grande-Bretagne demandent à la FORPRONU d'aboutir dans les négociations entre belligérants. Le général français de La Presle⁵⁰, qui commandait alors la FORPRONU, estime aujourd'hui qu'il était sur le point de trouver un accord avec les Serbes de Bosnie, lorsque les Etats-Unis ont dépêché Jimmy Carter en Bosnie. Ce dernier obtient un cessez-le feu de quatre mois pour la durée de l'hiver. Les Casques Bleus peuvent souffler, mais les négociations sont interrompues. En réalité, cette trêve permet à la Fédération croato-musulmane et à la Croatie de préparer une offensive majeure contre les Serbes planifiée pour le début de l'année 1995. Pendant cette période, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher se déclare prêt à négocier directement avec la république serbe de Bosnie, alors qu'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies condamne ce genre de contacts⁵¹.

En janvier 1995, le président Tudjman déclare refuser la prolongation du mandat de la FORPRONU, qui expire le 31 mars suivant, et ne pas exclure l'éventualité d'une reprise des hostilités avec les Serbes de Krajina et de Slavonie. Pourtant, au même moment, un plan de règlement global appelé Zagreb 4, patronné par les Etats-Unis et la Russie, est approuvé par les présidents Tudjman et Milosevic, ainsi que par le Premier ministre de la République serbe de Krajina, Branko Mikelic. Mais ce dernier se heurte à l'intransigeance de son président, Milan Martić. Il semble bien que, même si le président Martić avait accepté ce plan de paix, l'offensive de l'armée croate aurait tout de même eu lieu au mois d'août. On reconnaît là l'attitude

⁴⁹ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 188.

⁵⁰ Conférence devant la 9^e Promotion du CID, Paris, le 1^{er} mars 2002.

⁵¹ Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996, Annexe II.

ambivalente des Etats-Unis, qui sont au courant du réarmement massif de la Croatie depuis quelques mois, mais qui parrainent tout de même des négociations de paix.

Il faut pourtant mener le plan à son terme : permettre aux troupes de l'OTAN de prendre pied dans une Bosnie préalablement sécurisée (et donc principalement à l'armée américaine, les forces armées des principaux alliés étant déjà déployés en Bosnie depuis trois ans), démontrer la toute puissance de l'arme aérienne de l'OTAN, supplanter définitivement l'influence de l'Allemagne à Zagreb, intimider la Russie, l'impuissance de l'Europe ayant déjà été mise en évidence. Il reste donc à planifier l'opération de frappes aériennes massives contre l'armée serbe, à amener les représentants des trois communautés à négocier et à assurer des succès militaires limités aux armées de la Croatie et de la fédération croato-musulmane.

Le 31 mars 1995, le Conseil de sécurité des Nations Unies modifie le mandat de la FORPRONU. Le nombre de Casques Bleus est ramené de 14 000 à 8 000 et la résolution précise que l'OTAN peut intervenir « en étroite collaboration » avec le secrétaire général des Nations Unies. Au même moment, le président Itzébégovic se déclare hostile à une prolongation de la trêve. Début avril, sans attendre la fin du cessez-le-feu obtenu par l'ancien président Carter, les combats sont relancés. Les forces musulmanes lancent des offensives autour de Sarajevo, Bihac et Tuzla et les forces croates autour du mont Dinara. Début mai, l'armée de Croatie reprend le contrôle de la Slavonie orientale. Dès le mois d'avril, les Casques Bleus sont pris pour cibles par les forces croato-musulmanes, à Sarajevo, à Gorazde et à la frontière avec la Krajina. Le bombardement meurtrier de la ville de Tuzla (71 morts) donne suite aux premières frappes aériennes de l'OTAN fin mai 1995. Les Serbes de Bosnie réagissent en prenant des centaines de Casques Bleus en otage. Les Casques Bleus sentent leur situation devenir de plus en plus inextricable. La « crise des otages » prend fin le 18 juin, mais la crédibilité militaire de la FORPRONU est entamée. Les conquêtes territoriales de l'armée serbe de Bosnie s'enchaînent : les villes de Srebrenica et de Zepa sont prises en juillet, sans que les Casques Bleus ne puissent s'interposer. En particulier, la prise de Srebrenica se traduit par la démission de Tadeus Mazowiecki, en protestation contre la disparition de plusieurs milliers de personnes⁵². Les Casques Bleus sont dans une situation critique : d'une part, ils sont

⁵² 7 000 civils musulmans ont été tués lors de la prise de la ville par les forces armées du général Mladic. Le général de La Presle, qui commandait la FORPRONU juste avant le général Janvier, estime que ce dernier n'avait pas les moyens de défendre la ville. Ce constat avait été porté à la connaissance de l'ONU au moment de la création des six zones de sécurité. Le commandement de la

pris pour cibles par tous les belligérants et, d'autre part, la Communauté internationale s'entend pour les accuser d'inaction et de partialité.

En juin 1995, l'action internationale se réoriente, suite aux récents événements. La France et la Grande-Bretagne proposent aux Nations Unies de déployer une FRR (Force de réaction rapide) en juin, pour assurer le cas échéant la protection et l'éventuelle retraite des Casques Bleus. Le 21 juillet 1995, le « Groupe de contact » adopte à la Conférence de Londres le plan d'opérations aériennes contre l'armée serbe. Les négociations ont été difficiles. Les Etats-Unis souhaitaient que les frappes soient étendues à la destruction d'objectifs en Yougoslavie, c'est-à-dire en Serbie et au Monténégro. De plus, c'est à cette conférence qu'a été débattue la pertinence du système de la « double clé » évoqué plus haut. La décision de d'intervention militaire et de déclenchement d'opérations aériennes revient maintenant au commandant des opérations menées par l'OTAN, en concertation avec le commandant de la FORPRONU. L'ONU a fini par céder aux pressions de l'OTAN mais la Russie ne signe pas la déclaration finale de la Conférence. Désormais, les résistances de Moscou ou de Pékin n'auront que peu d'effets sur le déroulement des opérations. En juillet 1995, Warren Christopher déclare « pour d'éventuels bombardements par l'OTAN, nous n'avons pas besoin de l'accord de la Russie »⁵³.

Lors de la planification de l'opération terrestre qui sera confiée à l'IFOR, Bonn insiste pour envoyer ses troupes en Bosnie. En mai 1995, le gouvernement allemand annonce qu'il est prêt à déployer un contingent de 1800 hommes et à affecter plusieurs avions de combat et de transport au dispositif aérien de l'OTAN. Il s'agit de la première intervention militaire à l'étranger en dehors du cadre de l'ONU. Les autres Etats d'Europe font preuve de réserve et ne donnent aucun écho favorable au mouvement allemand.

FORPRONU avait estimé qu'un renfort de 35 000 soldats était nécessaire. Le Conseil de sécurité a jugé que 7 000 hommes suffiraient, appuyés le cas échéant par les forces aériennes de l'OTAN. En juillet 1995, le commandant de la FORPRONU est en train de négocier avec les dirigeants serbes. Il a déjà eu l'expérience des frappes de l'OTAN qui ont à chaque fois consisté en des frappes massives au lieu des appuis feu limités qu'il avait demandés. Le général de La Presle rapporte que, pendant son mandat, l'OTAN avait répondu à sa demande de soutien aérien non pas par une mission limitée à une patrouille, mais par un dispositif massif qui avait « nettoyé » les positions sol-air serbes avant de fournir – trop tard – le renfort souhaité (conférence donnée devant la 9^{ième} promotion du CID, Paris, le 1^{er} mars 2002).

⁵³ Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998, p. 192.

Le 26 juillet 1995, le Sénat américain vote la levée unilatérale de l'embargo sur les armes à destination de l'armée bosniaque ; il est suivi en ce sens par la Chambre des Représentants le 1^{er} août. En Russie, la Douma propose de prendre les mêmes dispositions vis-à-vis des forces serbes et de la République fédérale de Yougoslavie. Le président des Etats-Unis sait que ces décisions peuvent compromettre la suite du plan : la levée de l'embargo accélérerait le processus en cours d'armement des armées croates et croato-musulmanes et les succès militaires à venir ne pourraient plus être contrôlés par les consultants américains qui encadrent cette montée en puissance. De plus, la sécurité des Casques Bleus pourrait empirer sur le terrain et nécessiter un retrait dans l'urgence. Or le président des Etats-Unis s'est engagé publiquement à assurer la protection de leur évacuation si la situation devait dégénérer. Ensuite, la sécurité des forces armées de l'OTAN ne serait plus garantie pour leur déploiement à venir. Enfin, Zagreb et Sarajevo pourraient être tentés de faire cavaliers seuls. Il est donc urgent d'agir pour le président des Etats-Unis. Il oppose son veto à la levée de l'embargo sur les armes le 11 août. Entre temps, le nouveau médiateur américain, Richard Holbrooke, a provoqué une réorganisation et une relance brutales du processus de paix depuis le mois de juillet. On peut noter que son conseiller militaire n'est autre à l'époque que le général Wesley Clark. Il faut déclencher l'opération de projection de puissance « Force délibérée », condition indispensable à la poursuite de la phase terrestre des opérations.

Les bombardements de Markthalle à Sarajevo le 28 août 1995 (voir plus haut) légitiment le déclenchement des opérations aériennes. Cette opération prend fin le 20 septembre, alors que les armées croate et musulmanes ont repris plus de 20% du territoire bosniaque aux forces serbes. Ce retournement militaire favorise la reprise des négociations et la conclusion des accords de Dayton (Cf. annexe 4). Tous les objectifs des diplomates américains sont atteints. De plus, le président Clinton a su se rallier une partie de l'électorat américain qui le taxait d'immobilisme dans sa politique extérieure.

4.5.- Les accords de Dayton

D'après le général de La Presle⁵⁴, conseiller militaire de Carl Bildt à l'été 1995, la rédaction des annexes militaires des accords de Dayton a été animée exclusivement par des officiers généraux américains, dont SACEUR et le chef d'état-major des armées américaines. Ces annexes n'auraient fait l'objet d'aucunes délibérations au Conseil de l'Atlantique Nord.

Les accords sont officiellement signés à Paris le 14 décembre 1995, par Slobodan Milosevic, Franjo Tujman et Alija Itzebegovic. Ils prévoient une nouvelle partition territoriale de la Bosnie-Herzégovine en deux entités, la Fédération croato-musulmane et la République serbe, toutes deux reconnues par la Communauté internationale. Celles-ci constituent un Etat commun (Présidence collégiale, Parlement, Tribunal constitutionnel), compétent pour les questions de politique étrangère, de commerce extérieur, de monnaie et de citoyenneté. Elles disposent chacune de leur Constitution, de leur armée et du droit à se confédérer avec la Croatie ou avec la République fédérale de Yougoslavie. Les forces militaires doivent être rééquilibrées entre la Fédération croato-musulmane et la République serbe, à raison de deux tiers-un tiers, ainsi qu'entre la Bosnie-Herzégovine, la Croatie et la République fédérale de Yougoslavie, dans des proportions 2-2-5. La mise en œuvre du volet militaire est garantie par l'IFOR, celle du volet civil par l'IPTF (*International Police task force* – Force de police internationale) et des observateurs civils. L'IFOR compte 60 000 hommes dont un tiers de soldats américains, 12 000 Britanniques et 10 000 Français. Finalement, 5 000 Allemands et 4 000 Russes sont « tolérés » pour les seules opérations de logistique de la force. Rappelant des souvenirs que l'on croyait oubliés, la Bosnie-Herzégovine est divisée en trois secteurs de responsabilité : Nord (Tuzla, sous commandement américain), Sud-ouest (Zenica, sous commandement britannique) et Sud-est (Sarajevo, sous commandement français). Tuzla est la seule ville de Bosnie à disposer d'une base aérienne militaire et d'une piste pour avions de chasse et bombardiers. Le secteur de Zenica correspond au bassin industriel de la Bosnie (Cf. annexe 5).

Les accords de Dayton octroient une reconnaissance internationale à la République serbe, prévoient des mécanismes électoraux tels qu'un Serbe ne peut être candidat à la Présidence collégiale sur le territoire de la Fédération croato-musulmane (ni un Croate ou un Musulman sur celui de la République serbe) et

⁵⁴ Conférence devant la 9^{ième} promotion du CID, Paris, 1^{er} mars 2002.

admettent pour la première fois que le droit au retour des réfugiés pourrait être remplacé par une indemnisation. « En sanctionnant la partition territoriale et le nettoyage ethnique de l'espace rural bosniaque, ils laissent comme seule perspective de réintégration à terme de la Bosnie-Herzégovine la possibilité que les villes où résident encore des populations de communautés différentes jouent un rôle d' « aimant », ou du moins de « plaque tournante » entre les différents territoires »⁵⁵.

La partition territoriale a surtout un effet néfaste sur l'économie de chacune des deux entités. Les principes mêmes sur lesquels ont été fondées les Républiques serbes de Krajina et de Bosnie pendant la crise sont fondamentalement « anti-économiques » : « en constituant des territoires dont la seule réalité est ethnique et en pratiquant le nettoyage ethnique systématique, elles se sont privées de tout espace économique cohérent, d'une partie de leur population active, et donc de toute viabilité à long terme »⁵⁶. Au moment de la reprise généralisée du conflit, en avril-mai 1995, le général Radko Mladic, chef d'état-major des armées serbes de Bosnie, avait demandé au président Radovan Karadzic de choisir entre l'acceptation d'un compromis territorial et la préparation à une guerre totale, passant par la militarisation complète de l'économie. Le Parlement avait été obligé de rejeter cette proposition, tous ses membres étant liés à la criminalité économique et au système des « donations »⁵⁷. L'économie de la République serbe était déjà démobilisée et gangrenée. La Fédération croato-musulmane est déjà considérée fin 1995 comme une province croate. Elle a des échanges avec la Croatie. Il ne peut en être de même pour la République serbe vis-à-vis de la République fédérale de Yougoslavie, cette dernière n'ayant pas la santé économique de la Croatie.

Rétrospectivement, le plan « Vance-Owen » apparaît comme le moins mauvais des quatre plans de paix, dans une perspective de réintégration de la Bosnie-Herzégovine. La « cantonisation » obligeait les communautés à coexister. Rappelons que la diplomatie américaine avait saboté ce plan côté Musulman, au nom de la nécessaire défense de l'intégrité territoriale et de la multi-ethnicité de la Bosnie-Herzégovine. En septembre 1995, le général Colin Powell, ancien chef d'état-major de

⁵⁵ Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996, p. 154.

⁵⁶ Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996, p. 137.

⁵⁷ Du côté serbe comme du côté musulman, les dirigeants et les cadres de l'armée étaient rémunérés par les « profiteurs de guerre », entrepreneurs privés qui achetaient leur tranquillité contre des « donations ».

l'armée américaine, estimait que les conditions obtenues à Dayton pour la paix auraient pu être accordées trois ans plus tôt. « Si Colin Powell avait été président en 1991, peut-être n'y aurait-il pas eu de guerre ou en tout cas n'aurait-elle pas connu une telle escalade parce que le général n'aurait pas permis que les Etats-Unis interviennent d'aucun côté ? »^{58,59}.

4.6.- Guerre ethnique ou conflits d'intérêts ?

En trois ans, la Bosnie-Herzégovine s'est peu à peu enfoncée dans le chaos, en proie aux partis nationalistes représentant les trois communautés. Le soutien sans limite des Etats-Unis au président Izetbegovic et celui de l'Allemagne au président Tudjman ont servi de faire-valoir à ces hommes pour appliquer une politique qui ne faisait pas l'unanimité et qui couvrait de sombres trafics ou des arrangements. « Le démantèlement communautarisme de la société bosniaque, s'il renforce les clientélismes et les rivalités communautaires, suscite aussi de fortes résistances en son sein. [...] les médias, les organisations syndicales, les mouvements étudiants et pacifistes s'opposent à l'envahissement progressif de la vie économique, sociale et culturelle par les partis nationalistes. Mais ces derniers restent unanimes pour condamner et étouffer toute manifestation d'une société civile naissante, en dépit des conflits qui les opposent et qui aboutissent en avril 1992 à une guerre ouverte et sanglante »⁶⁰.

En particulier, les 5 et 6 avril, alors que les premiers combats ensanglantent Sarajevo, les snipers des milices des partis nationalistes serbes et musulmans s'accordent pour disperser les dizaines de milliers de manifestants, ouvriers et étudiants, qui ont investi le Parlement bosniaque à Sarajevo et y ont installé un Comité de salut national, ainsi que pour dissuader ceux qui viennent des villes minières de Tuzla, Zenica ou Vares pour les soutenir.

Plus tard, dans son fief de Velika Kladusa, la « province autonome de Bosnie occidentale » Fibret Abdic a tenté en vain d'offrir aux Bosniaques (toutes confessions confondues) une alternative à la guerre des « mafias » nationalistes. Il a

⁵⁸ *New York Times*, 19-09-1995.

⁵⁹ On peut mettre en doute la sincérité de ces allégations, le général Colin Powell étant à l'époque en pleine campagne électorale.

⁶⁰ Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996, p. 57.

réussi à maintenir localement, grâce à sa propre entreprise, un tissu économique et social favorable à la coexistence des trois communautés. Les Casques Bleus français l'ont soutenu, aussi longtemps qu'ils ont été en mesure de le faire. Le manque de relais politique dans le reste du territoire et la création de la Fédération croato-musulmane ont eu raison de son mouvement.

Côté serbe, la mutinerie des Serbes de Banja Luka (appelée Septembre 1993) a mis à jour le système des « donations ». Enfin, l'analyse de Xavier Bougarel sur ce que les Occidentaux ont appelé le « nettoyage ethnique » donne à réfléchir⁶¹: tactique planifiée, commune à toutes les communautés, qui visait à accélérer la participation des populations dans le conflit, malgré elles.

On est en droit aujourd'hui de se demander si les puissances occidentales, notamment les Etats-Unis, plutôt que de rechercher une issue au conflit en Bosnie-Herzégovine favorable à leur propre stratégie et non aux populations elles-mêmes, n'auraient pas du, dès le début du conflit, soutenir la liberté et les Droits de l'Homme.

⁶¹ Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996, chapitres II et III.

CINQUIEME PARTIE :

LA GUERRE DU KOSOVO

Pour conclure les accords de Dayton, les Etats-Unis se sont appuyés sur Slobodan Milosevic. C'est en effet ce dernier qui, paradoxalement, défendait les intérêts de la République serbe de Bosnie-Herzégovine. Est-il utile de rappeler qu'à l'été 1994, la République fédérale de Yougoslavie avait « lâché » la République serbe de Bosnie, en décrétant à son égard un embargo économique et en acceptant le déploiement d'observateurs sur leurs frontières communes ? Certains y ont vu une manœuvre politique belgradoise visant à mettre fin à l'embargo dont la RFY souffrait elle-même. En tout état de cause, un an plus tard, le Parlement de la République serbe de Bosnie a donné ses pouvoirs de négociation à Slobodan Milosevic. Il n'était donc pas question de régler la question du Kosovo dans les accords de Dayton. A l'époque, la crise du Kosovo est considérée comme une affaire intérieure de la Serbie, dont la souveraineté ne saurait être remise en cause. En décembre 1995, le président Clinton a intérêt, pour les raisons que nous avons vues dans la partie précédente, à stabiliser la situation en Bosnie-Herzégovine. Mais la Yougoslavie, du moins ce qu'il en reste, continue d'être dans le collimateur des Etats-Unis et du FMI, puisqu'elle reste gouvernée par Slobodan Milosevic.

Les albanophones du Kosovo ne comprennent pas comment la Communauté internationale et principalement les Etats-Unis ont pu se désintéresser de leur devenir, après avoir soutenu ouvertement les Musulmans de Bosnie-Herzégovine. En 1989, les Kosovars ont perdu leur droit à s'organiser et à s'exprimer en tant que nationalité à l'intérieur de l'Etat yougoslave, le statut de province autonome accordé par Tito ayant été supprimé par le Parlement de Serbie. Le Kosovo est un atout stratégique primordial pour la Serbie : cette province dispose de matières premières extraites à faible coût et elle constitue un accès à la Méditerranée, par l'ex République yougoslave de Macédoine et la Grèce, qui sont tous deux des pays slaves⁶². Depuis 1989, Belgrade a toujours refusé de traiter avec le gouvernement clandestin du « président » Ibrahim Rugovan qui prône une stratégie non-violente.

En février 1996, l'Armée de libération du Kosovo (ALK, UCK en albanais) entre en scène en revendiquant une série d'attentats à la bombe. Elle pressent que son

action est reconnue par l'opinion publique occidentale, parce qu'elle est soutenue par les puissances occidentales, notamment l'Allemagne et les Etats-Unis. Jusqu'à la fin de l'année 1997, les attentats sont en nombre limité. En fait, le succès de l'opposition libérale au moment des élections municipales de fin 1996 en Serbie et l'élection de Milo Djukanovic, hostile à Slobodan Milosevic, à la présidence du Montenegro à l'automne 1997, laissent présager par certains la chute imminente des communistes serbes. Les véritables combats entre l'UCK et les forces de police serbes dans un premier temps, puis contre l'armée yougoslave commencent en 1998. Le Conseil de sécurité des Nations Unies décrète un embargo sur les armes à destination de la Serbie en mars. Le médiateur américain Richard Holbrooke – l'homme des accords de Dayton – tente les premières médiations entre le président Milosevic et Ibrahim Rugova dès le mois de mai. Aux mois de septembre et octobre, Belgrade se plie aux exigences de la Résolution 1199 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui impose notamment un cessez-le-feu entre les parties au Kosovo, le retrait des forces serbes et le déploiement de deux mille vérificateurs non armés de l'OSCE. Dix mille policiers serbes se retirent du Kosovo mais, parallèlement, l'UCK viole le cessez-le-feu, tandis qu'Ibrahim Rugova refuse toute négociations directes avec le gouvernement yougoslave. Aux mois de novembre et décembre, les forces de l'UCK ayant repris les positions laissées après le retrait des policiers serbes, les combats reprennent de manière plus intensive. En février 1999, le « Groupe de contact » impose la Conférence de Rambouillet aux autorités serbes et aux principales formations albanaises - dont l'UCK - après la découverte du « charnier⁶³ » de Raçak. Les conditions du « plan » de Rambouillet sont insultantes pour Belgrade et ne satisfont de toutes manières pas l'UCK. Les combats se poursuivent de façon encore plus radicale au Kosovo, le président Milosevic ayant finalement décidé de mettre un terme définitif au terrorisme de l'UCK. Le 19 mars 1999, l'UCK revient étonnamment sur ses décisions et décide de ratifier le document de Rambouillet. Les conditions étant inchangées, Slobodan Milosevic les refuse toujours, y compris

⁶² Se reporter à la carte en annexe 7. L'accès à la vallée du Vardar est également possible par la vallée de Presevo, au sud de la Serbie.

⁶³ 15 janvier 1999 : 45 Albanais sont découverts dans un charnier près du village de Raçak, dans le sud du Kosovo. Le chef de la mission des observateurs de l'OSCE est un Américain, William Walker ; il parle de « crimes contre l'humanité ». C'est à dire qu'il affirme que la mort des hommes trouvés dans ce charnier est survenue dans le cadre d' « une attaque généralisée ou systématique contre une population civile ». En réalité, les cadavres de Raçak ne portent effectivement aucun uniforme militaire, mais leur position dans la fosse commune indique qu'ils ont été tués au combat. Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999, p. 69.

pendant la « mission de la dernière chance » menée par Richard Holbrooke les 21 et 23 mars à Belgrade. L'OTAN lance ses premiers bombardements le 24, sur le seul ordre de son secrétaire général, Javier Solana, sans qu'aucune résolution n'ait été votée en ce sens par le Conseil de sécurité des Nations Unies.

5.1.- L'UCK, une organisation mafieuse soutenue par l'Occident ?

Dès que les frappes aériennes sont lancées sur la Yougoslavie fin mars 1999, les membres de l'UCK présents au Kosovo fournissent de précieuses informations aux stratèges de l'OTAN avec qui ils sont en liaison constante. Cette liaison n'est pas seulement de circonstance, elle est entretenue depuis le début des années 1990 par les puissances occidentales. L'UCK est soutenue par l'Albanie, armée par l'Allemagne, encouragée en sous main par les Etats-Unis et tirant ses principales ressources du trafic de drogue.⁶⁴

Les services de renseignement allemands ont eu un rôle décisif dans plusieurs aspects du développement de l'UCK. A partir de 1990, le *Bundesnachrichtendienst* (BND) et le *Militärabschirmdienst* (MAD), respectivement les branches civiles et militaires des services allemands, ont lié d'étroites relations avec leurs homologues albanais du *SHIK* (police secrète albanaise du gouvernement du président Berisha). Des armes sophistiquées et du matériel radio et de surveillance optronique en provenance de l'ex-RDA sont fournis aux services secrets de Tirana. Une grande partie de ces équipements et de la formation acquise a été ensuite transférée à l'UCK, avec l'assentiment des services allemands⁶⁵.

D'après Roger Faligot, spécialiste français des services secrets, le BND, le MAD et les *Kommandos Spezialkräfte* (KSK – unités spéciales de l'armée fédérale allemande déployées en Bosnie-Herzégovine après les accords de Dayton, puis en Albanie) ont recruté et formé des cadres et des militants de l'UCK parmi les réfugiés kosovars en Albanie et en Italie. Ces services ont également négocié la formation de quelques militants à Izmir, en Turquie. Leur armement leur était livré à partir de l'Allemagne via l'Albanie. Cette opération clandestine aurait même provoqué une crise grave entre les services secrets allemands et la CIA, l'agence américaine craignant une déstabilisation trop radicale de la région⁶⁶.

⁶⁴ Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999, p. 53.

⁶⁵ Georges Berghezan, *Les coulisses du développement rapide de l'UCK*, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 61.

⁶⁶ Roger Faligot, *How Germany backed KLA*, The European, Londres, septembre 1998.

D'après *Le Monde du renseignement*, une revue française spécialisée, ces opérations de soutien à l'UCK auraient été mise en œuvre en réaction à la ligne jugée peu productive du « président » clandestin Ibrahim Rugova, en liaison avec le « premier ministre » de son gouvernement, Bujar Bukoshi, exilé en Allemagne et qui contrôlait toutes les ressources financières récoltées auprès de la diaspora albanaise⁶⁷.

En fait, s'il peut sembler à l'opinion publique qu'il ne se passe pratiquement rien dans les Balkans entre 1996 et 1998, les luttes d'influence continuent. L'Allemagne continue à mettre en œuvre sa politique de déstabilisation de la Yougoslavie, en liaison avec son allié turc. Les Etats-Unis surveillent la manœuvre de loin et finissent par intervenir directement en 1998. Si les Etats-Unis tardent à soutenir directement l'UCK, c'est probablement parce que, comme la France, ils connaissent le véritable objectif de l'UCK : la transformation du Kosovo en plaque tournante du trafic de stupéfiants et le contrôle des routes de la drogue vers l'Europe, notamment de l'axe Istanbul – Pristina – Sarajevo. Le « premier ministre » kosovar Bukoshi, s'étant rendu compte du danger représenté par l'UCK pour la sûreté du Kosovo, a tenté de mettre sur pied une armée rivale de l'UCK, les « Forces armées de la République du Kosovo » (FARK). Mais l'UCK a profité des durs affrontements de l'été 1998 pour balayer cette armée concurrente et pour faire assassiner son chef d'état-major, Ahmet Krasniqi, à Tirana en septembre 1998, obligeant Bukoshi à composer avec elle seule. Dès 1994, l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD) découvrait un trafic d'héroïne mettant en cause des trafiquants albanophones du Kosovo, de Macédoine et d'Albanie. En provenance d'Afghanistan, la drogue transitait par le Caucase et la Turquie avant d'être revendue par la mafia albanaise dans plusieurs pays d'Europe. L'OGD avançait que ces trafics étaient tolérés en haut lieu à cause des implications stratégiques et politiques. En particulier, les Etats-Unis y auraient vu un moyen de déstabiliser la Serbie⁶⁸. On reconnaît bien là le cynisme américain qui voit dans la drogue un atout stratégique notable visant à déstabiliser la Serbie, même si cela peut contribuer à déstabiliser les pays d'Europe.

En 1995, le gouvernement yougoslave envoie à la commission des Nations unies pour la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants un rapport faisant état des

⁶⁷ Georges Berghezan, Les coulisses du développement rapide de l'UCK, in Bernard Adam, La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 62. Source : Les hommes clés du soutien à l'UCK, *Le monde du renseignement* n° 343, Paris, octobre 1998.

⁶⁸ La dépêche internationale des drogues n°32, *Macédoine : de la poudre et des balles pour la Grande Albanie*, OGD, juin 1994.

agissements de groupes albanais, accusés de se livrer au trafic de l'héroïne pour financer des achats d'armements nécessaires à un soulèvement contre les Serbes du Kosovo. Ce rapport est peu considéré, même si la même année, un rapport équivalent est publié par la *Drug enforcement Administration* (DEA) aux Etats-Unis, établissant clairement le lien entre le trafic d'héroïne et les activités indépendantistes des kosovars albanophones. Fin mars 1999, des responsables des douanes britanniques indiquaient que des gangs kosovars, en liaison avec des organisations turques, se livraient au racket en Grande-Bretagne, y introduisaient de l'héroïne et consacraient une partie de leurs bénéfices à l'UCK. C'est à la même époque que le budget de l'UCK est estimé à 500 millions d'euros, dont la moitié provient des bénéfices réalisés par les trafiquants de drogue.

Les Etats-Unis ne brillent pas par la cohérence de leur action à l'égard de l'UCK. Le 23 février 1998, l'ambassadeur américain Robert Gelbard qualifiait encore l'UCK de mouvement « terroriste », condamnait sans équivoque ses actes de violence et indiquait que les Etats-Unis la combattraient par tous les moyens disponibles. Pourtant, le 1^{er} mars 1999, lorsque les forces de l'ordre yougoslaves déploient quarante mille policiers au Kosovo pour en finir avec cette organisation terroriste, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat, annonce : « les Etats-Unis ne vont pas rester les bras croisés »⁶⁹. Compte tenu de la tournure prise par les événements, il était évident que la communauté internationale devait réagir promptement et sans équivoque à l'égard de Slobodan Milosevic. Mais les règles du jeu avaient été faussées à Rambouillet. Il fallait revenir sur les termes de ce plan de paix, notamment sur le volet militaire, pour ramener ce dernier à la table des négociations.

Ainsi, en mars 1999, l'OTAN s'allie avec une organisation criminelle internationalement reconnue, dans le seul but de renverser un « gêneur ».

5.2.- L'échec programmé du « plan de Rambouillet ».

Les négociations sous l'égide de la Communauté internationale commencent au début de l'année 1998, sous l'impulsion du médiateur américain Christopher Hill. Le processus est encadré par le « Groupe de contact » et débouche sur les réunions

⁶⁹ Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999, p. 54.

de Rambouillet au mois de février. A ce stade de la crise, il était parfaitement possible de poursuivre de véritables négociations avec Slobodan Milosevic, prenant en considération les objections yougoslaves sans les avaliser, et de tenter de dégager une solution de compromis acceptable. Dans cette hypothèse, le recours à la force « en dernier ressort » aurait pu être autorisé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, si ce compromis avait été effectivement violé par les autorités yougoslaves sur leur territoire. Mais les volets politique, militaire et concernant le statut intérimaire de l' « plan » de Rambouillet étaient absolument disproportionnés et ne pouvaient aucunement être acceptés par Slobodan Milosevic.

Le volet politique : les dispositions concernant le désarmement et le retrait des troupes, ainsi que les garanties tendant au respect des droits de l'homme et du droit humanitaire ne sont pas remises en cause et sont acceptées dans leur ensemble par les autorités yougoslaves. En revanche, le statut du Kosovo est plus problématique. Son statut d'autonomie lui assure une véritable indépendance de fait. Les compétences réservées aux organes de la Fédération sont très limitées et l'architecture institutionnelle prévue ôte toute autorité aux autorités fédérales.

Le volet militaire ne prévoit pas de manière explicite ni limite de temps, ni un volume de troupes déployées, ni le nom des Etats qui participeront à la génération de la KFOR. Même dans les accords de Dayton, le délai d' « environ un an » était précisé.

La proposition qui est faite à Slobodan Milosevic à Rambouillet est inacceptable. Elle prévoit l'occupation non seulement du Kosovo, mais également du reste de la Serbie et du Monténégro par les troupes de l'OTAN. Slobodan Milosevic souhaiterait que la force d'interposition ait un caractère plus multinational et que notamment, les forces « slaves du Nord » ne soient pas systématiquement écartées.

« Article 8 : Le personnel de l'OTAN, ses véhicules, bâtiments de combat, avions et équipements devront bénéficier d'un passage libre et sans restriction à travers la République fédérale de Yougoslavie et d'un accès sans entrave à son espace aérien et fluvial. Cela inclut, sans s'y limiter, le droit de bivouac, de manœuvre, de

cantonnement et d'utilisation des aires ou des facilités nécessaires pour le soutien, l'entraînement et les opérations. »

« Articles 6 à 11 : Le personnel de l'OTAN sera protégé contre la juridiction pour tous les délits civils, administratifs ou criminels qu'il pourrait commettre en RFY. Il devra être protégé contre toute forme d'arrestation, d'investigation ou de détention par les autorités de la RFY. L'OTAN sera exonérée de tous les droits, impôts et autres taxes, des réglementations et inspections douanières ce pour le personnel, les véhicules, les bâtiments de combat, les avions, l'équipement, le ravitaillement, entrant, sortant ou circulant à travers le territoire de la RFY en soutien des opérations. Les autorités de la RFY devront faciliter, en lui accordant la priorité et en utilisant tous les moyens appropriés, tous les mouvements de personnel, de véhicules, de bâtiments de combat, d'avions, d'équipement, de ravitaillement à travers les ports, aéroports et routes. »

« Autrement dit, la Yougoslavie devait accepter une occupation militaire, à peu près semblable à celle de la France par l'Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale »⁷⁰.

Ce volet militaire n'a pas été avalisé par la Russie, bien que partie au « Groupe de contact », rédacteur des accords, et n'a été présenté aux négociateurs serbes que par les Occidentaux⁷¹. Il avait été exclusivement rédigé par l'OTAN.

Le volet transitoire. L'ensemble des dispositions prévues permet de qualifier le système proposé de confédéral (système auquel la Yougoslavie s'opposait déjà en 1991 pour la Croatie et la Slovénie). Mais de plus, l'article I§3 du chapitre 8 du plan stipule que cette architecture n'est valable que pour trois ans. Après ce délai, la Communauté internationale doit se réunir pour statuer de l'avenir du Kosovo. Bien sûr, toutes les options sont ouvertes, même celles qui seraient favorables à la Serbie, mais dans les faits, ce volet laisse présager d'un développement supplémentaire du statut du Kosovo.

⁷⁰ Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999, p. 13.

⁷¹ Bernard Adam, *Quelles leçons pour la sécurité européenne ?*, in même auteur, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 163.

En février 1999, la presse occidentale et la plupart des parlementaires européens n'ont pas accès au volet militaire du traité de Rambouillet. L'opinion publique ne retient que les conclusions : la Serbie refuse les négociations et le règlement serein de la crise.

5.3.- Des bombardements pour répondre à la situation humanitaire au Kosovo

Alors qu'il a abouti à une guerre internationale majeure, le conflit du Kosovo était à ranger dans la catégorie de ceux dits de « basse intensité »⁷². A la même époque, plusieurs régions du monde étaient secouées par des conflits aussi, voire beaucoup plus meurtriers. En Albanie, le coordinateur de la Défense et de l'Ordre au Conseil des Ministres estimait qu'environ 2 000 civils avaient été tués par des balles perdues entre mars 1997 et fin 1998, sans compter « toutes les victimes de règlements de compte et de la criminalité omniprésente ». La population russe n'a jamais pu croire à l'argument humanitaire pour légitimer l'intervention de l'OTAN. Leur pitié pour les quelques milliers de réfugiés kosovars (avant les bombardements) est éteinte par les tragédies proches de chez eux, qui ont drainé environ 6 millions de personnes déplacées et de « migrants forcés » dans la seule Fédération de Russie, sans jamais émouvoir l'opinion occidentale⁷³. Dans la seule année 1998, les Colombiens ont eu à déplorer 300.000 réfugiés et un nombre d'assassinats semblable à celui du Kosovo à la même époque. La Turquie a mené sa répression contre les Kurdes, en justifiant également leur action derrière leur droit légitime à défendre leur territoire contre la menace de guérillas terroristes. On compte jusqu'à un million de réfugiés kurdes entre 1990 et 1994, ainsi que 3200 assassinats « politiques » entre 1993 et 1994⁷⁴. Au Sierra Leone, des milliers de civils ont péri, souvent dans d'atroces souffrances en moins de trois jours en février 1999.

La liste exhaustive des crimes commis au Kosovo entre février 1996 et le 24 mars 1999, sans préjuger du drame vécu par les populations déplacées et réfugiées, tend à indiquer qu'aucune des parties ne s'est abstenue de crimes gratuits, comme l'exécution sommaire de civils. L'UCK, l'armée fédérale yougoslave et la police

⁷² Georges Berghezan, Avant les frappes de l'OTAN, le conflit du Kosovo aurait fait 2.500 morts, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 29.

⁷³ Nina Bachkatov, *La Russie et la guerre du Kosovo*, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 61.

⁷⁴ Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, Agone (édition française), France, février 2001, pp. 128-131.

serbe ont entretenu un cycle continu et une escalade de la violence. Les forces serbes ont répondu à l'horreur par l'horreur, ayant obtenu une liberté d'action totale pour restaurer l'ordre et la sécurité publics au Kosovo.

L'intervention de l'OTAN dans la situation au Kosovo a été désastreuse sur le plan humanitaire. Jusqu'au 24 mars 1999, des Albanais quittaient la province, mais ils se comptaient par milliers. L'attaque de l'OTAN a déclenché une véritable catastrophe humanitaire: Kosovars serbes et albanais ont été indifféremment bombardés. Les Serbes, ne pouvant pas exercer leur vengeance sur l'assaillant, l'ont exercée sur les populations albanophones et les ont poussées sur les routes de l'exode. Les Albanais fuyaient vers l'Albanie et la Macédoine pour échapper aux bombardements de l'OTAN, à la vengeance des Serbes et au recrutement de l'UCK.⁷⁵ Les bombardements de l'OTAN ont atteint des buts contraires à ceux qui étaient officiellement à l'ordre du jour :

- martyre du peuple albanais ;
- exode du peuple albanais au lieu de sa consolidation sur place ;
- union des Serbes autour de Milosevic⁷⁶.

Les déplacements de la population albanophone ont été sources de déstabilisation pour les pays voisins. Le rapprochement des chiffres de l'UNHCR et de l'OTAN tend à montrer que début avril 1999, près des trois quart de la population albanophone du Kosovo avaient du quitter leur habitation. L'afflux des réfugiés a fortement fragilisé l'Albanie et la Macédoine. L'afflux de réfugiés dans la province du Sandjak monténégrin et les frappes aériennes sur des objectifs au Montenegro ont mis les opposants au régime de Milosevic dans une situation très précaire.⁷⁷

Le déséquilibre entre les forces militaires et paramilitaires serbes et celles de l'UCK est évident ; les livraisons d'armes américaines et allemandes sont restées relativement limitées avant 1999. Mais ce qui est le plus criant, c'est la disproportion sans cesse accentuée entre les moyens de l'OTAN et ceux de la Serbie au cours des mois d'avril et mai 1999. Les avions de l'OTAN ne produisant la majorité de leurs attaques qu'à des altitudes supérieures à 5.000 mètres. On peut dire que les stratégies de l'OTAN et des forces serbes n'ont fait que coexister, sans jamais se rencontrer,

⁷⁵ Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999, p. 56-57.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 66.

⁷⁷ Bernard Adam, *Quelles leçons pour la sécurité européenne ?*, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 155.

tant qu'il n'y a pas eu d'intervention terrestre. Cette évidence a abouti à la mise en œuvre définitive du plan serbe « Fer à cheval » d'épuration du Kosovo (*podkova* en serbo-croate). L'intervention terrestre étant exclue, les objectifs militaires des forces en présence sont apparues asymétriques et les frappes de l'OTAN ont été la plus mauvaise réponse à l'objectif de l'Alliance qui était d'enrayer une catastrophe humanitaire annoncée.

Le chef d'état-major interarmes américain Henry Shelton considérait déjà en février 1999 que les frappes aériennes ne pouvaient empêcher les massacres. Le même mois, la CIA avait prévu la catastrophe humanitaire et le 15 mars, William Cohen, secrétaire à la Défense, manifestait lui-même ses réticences envers des frappes⁷⁸. Mais sur le théâtre, la situation était verrouillée d'une part par Madeleine Albright, bien décidée à en finir avec Milosevic et d'autre part par le général Wesley Clark (SACEUR), persuadé que le faux modèle du désenclavement de Sarajevo en Bosnie en 1995 s'appliquerait une fois encore au Kosovo⁷⁹.

Enfin, l'assimilation des syndromes vietnamien et somalien avec cette obsession américaine du « zéro mort » imposait aux stratèges de l'OTAN de faire la guerre sans risques de pertes au moyen de systèmes d'armes tirés à distance de sécurité. Les frappes sont lancées le 24 mars 1999. Mais le 21 mai 1999, les hauts responsables de l'OTAN et de l'armée américaine estiment que la campagne aérienne, qui était planifiée en septembre 1998 comme une intervention limitée dans le temps (trois jours) et dans l'espace (50 cibles), ne produira pas ses effets avant l'automne suivant.⁸⁰

La non-concordance politico-militaire dans les rangs des Etats-Unis montre bien que l'opération humanitaire est un prétexte, notamment pour mettre l'OTAN sur le devant de la scène internationale, à un mois de son Cinquantenaire.

⁷⁸ André Dumoulin, *Les premiers enseignements militaires de la guerre dans les Balkans*, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, pp. 108-109.

⁷⁹ Il faut tenir compte de l'offensive terrestre bosno-croate, fortement armée par les Etats-Unis et l'Allemagne, qui est en réalité l'élément majeur qui a poussé les Serbes de Bosnie à accepter les accords de Dayton.

⁸⁰ André Dumoulin, *Les premiers enseignements militaires de la guerre dans les Balkans*, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 119.

5.4.- Les enjeux de la guerre du Kosovo pour les Etats-Unis

- Mettre la Serbie à genoux

Début 1999, l'opinion publique occidentale, voire internationale (en prenant en compte la Russie et la Chine) souhaite que les combats cessent au Kosovo, que soient rétablis l'ordre et la sécurité publics et que le gouvernement serbe trouve une solution politique à la crise, avec l'aide de la Communauté internationale. Or, comme nous l'avons vu dans les parties précédentes, les objectifs des Etats-Unis ne s'arrêtent pas là. Il s'agit de faire plier Slobodan Milosevic définitivement et de mettre à la tête de la Serbie un gouvernement qui accepte enfin les exigences de l'économie de marché et l'élargissement de l'Occident à l'Europe centrale. Pour Vladimir Volkoff, l'objectif est bien de « mettre la Yougoslavie à genoux ».

« Pour cela : la matraquer par des bombardements en faisant courir des risques minima à l'OTAN.

Pour cela : obtenir l'assentiment de l'opinion publique.

Pour cela : faire croire que les Serbes refusent de négocier.

Pour cela : proposer aux Serbes un traité dont les termes sont irrecevables et tenus secrets afin d'éviter un revirement de l'opinion dans les pays de l'Alliance. »

- Empêcher la Russie de jouer un rôle de grande puissance eurasienne

« L'OTAN doit pouvoir prouver à ses partenaires qu'elle a le muscle et la volonté nécessaires pour imposer son hégémonie à un adversaire éventuel, tel une Russie qui serait reprise en main par un nationalisme outré ou par des communistes, ou qui se disloquerait dans un chaos politique. La Russie détient toujours un arsenal d'armes nucléaires, ce qui en fait une nation potentiellement dangereuse. C'est pour cette raison qu'une victoire sur la Yougoslavie est absolument essentielle si l'OTAN veut manifester à tous la force et l'esprit de résolution des puissances occidentales. Si l'OTAN ne parvient pas à écraser une petite Yougoslavie dépourvue de défense, quelle chance aura-t-elle de venir à bout de la Russie ?

La Russie est la cible privilégiée de l'OTAN, car c'est non seulement le pays le plus grand du monde mais c'est celui qui détient les ressources naturelles les plus importantes de la planète. Sa faiblesse actuelle présente à l'Occident une occasion

unique pour imposer son contrôle sur cet immense pays qui devra être ensuite fragmenté en des Etats mieux gouvernables. »⁸¹

Mais la Russie et la Chine étaient-elles résolument opposées à une intervention armée en Yougoslavie visant à mettre un terme à la catastrophe humanitaire qui se préparait au Kosovo ? Un procès d'intention a été fait à ces deux pays, et tout particulièrement à la Russie que l'OTAN accusait de refuser de mettre en œuvre le volet militaire du plan de paix de Rambouillet. Or, dans les faits, le « Groupe de contact » n'a jamais abordé la question d'une intervention militaire au Kosovo pendant les négociations de janvier-février 1999. Le volet militaire du plan de Rambouillet a été rédigé exclusivement par l'OTAN. Le premier jour des bombardements, le représentant de la Fédération de Russie au Conseil de Sécurité de l'ONU déclarait : « Il n'est pas acceptable de dire que la Fédération de Russie est l'auteur de tout ce qui est contenu dans l'accord présenté à Rambouillet. Il n'est pas vrai non plus de dire que l'action militaire était devenue inévitable du fait qu'un ou deux membres du Conseil de sécurité auraient empêché celui-ci d'agir. La vérité est qu'aucune mesure ne lui a été proposée. »⁸²

Le 24 mars 1999, on est dans la situation d'une action militaire sciemment décidée et mise en œuvre en dehors des institutions compétentes. L'hypothèse d'un blocage du Conseil est un prétexte qui permet de légitimer des pratiques unilatérales d'intervention militaire, motivées officiellement par la violation grave des droits de la personne et officieusement par la volonté de déployer l'OTAN en Yougoslavie pour une durée indéterminée.

- Dominer les alliés européens

Il y a un paradoxe dans ce libellé : « dominer » et « alliés ». C'est pourtant l'ambiguïté de la politique extérieure américaine qui œuvre pour que les pays européens restent les alliés des Etats-Unis, mais n'aient pas les moyens de se constituer en puissance concurrente.

Il est édifiant de se souvenir de ce qui s'est passé au siège de l'OTAN le 23 mars 1999. Un Américain, Richard Holbrooke, rend compte à un Européen,

⁸¹ Samuel L. Blumenfeld, *Le Monde* des 2-3 mai 1999.

⁸² Barbara Delcourt, *Vers la reconnaissance du droit d'ingérence ?*, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, pp. 86-87.

Javier Solana, qu'il n'a pas réussi à convaincre Slobodan Milosevic. Aussitôt, Javier Solana donne l'ordre à un autre Américain, le général Wesley Clark, de lancer les bombardements sur la Yougoslavie. Huit ans après l'adoption du Traité de Maastricht, les Européens n'ont toujours pas réussi à donner une réalité à leur « politique étrangère et de sécurité commune » (PESC). Ils dépendent encore totalement des Américains et de l'OTAN. La crise de Bosnie-Herzégovine ne les a que peu marqués, les a en tout cas divisés. Le 24 mars 1999, les dirigeants politiques européens sont persuadés que la campagne aérienne sera courte, que le président Milosevic comprendra vite la « leçon » et que les objectifs stratégiques seront rapidement atteints. Messieurs Védrine et Richard estimaient à l'instar de leur homologue belge Jean-Paul Poncelet, que l'intervention militaire au Kosovo avait été inévitable, mais qu'« elle n'avait de véritable sens que si elle conduisait rapidement à une solution pacifique et à un arrêt des exactions contre les populations civiles du Kosovo ».⁸³

« Nous constatons que la majorité des Etats membres de l'OTAN se sont engagés résolument dans les opérations aériennes et humanitaires en Serbie et au Kosovo. Nous pouvons à cet égard constater la confirmation d'une subordination opérationnelle et doctrinale européenne à la stratégie américaine »⁸⁴. En effet, la dominance quantitative et qualitative des moyens aéronautiques de l'OTAN, c'est-à-dire ceux de l'US Air Force et de l'US Navy, est sous contrôle du commandant suprême allié en Europe (SACEUR), le général américain Wesley Clark, lequel délègue l'opérationnel au commandement Sud à Naples également dans la double chaîne de commandement. Le CAOC (*Combined air operations center* - Centre interallié des opérations aériennes) de Vicenza en Italie est lui-même fortement américanisé. Même si le directoire officieux du conseil de l'Alliance⁸⁵ s'informait quotidiennement à propos des cibles visées pendant la campagne aérienne, la stratégie opérationnelle était d'essence américaine. Certains objecteront fort justement que la France, grâce à ses moyens d'observation satellitaire autonomes, a refusé de frapper certaines cibles avec ses moyens.

⁸³ Bernard Adam, *Quelles leçons pour la sécurité européenne ?*, in du même auteur, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 154.

⁸⁴ André Dumoulin, Les premiers enseignements militaires de la guerre dans les Balkans, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 120.

⁸⁵ réunissant les Américains, les Allemands, les Français, les Britanniques et les Italiens.

Mais, de la même manière, les cibles traitées par les missiles de croisière et les bombardiers stratégiques américains sont également restées un domaine réservé du Pentagone et les Américains n'avaient aucun compte à rendre à qui que ce soit, pourvu que les cibles fassent partie du catalogue initial approuvé par les dix-neuf gouvernements de l'Alliance... aux regrettables dommages collatéraux près – dont l'ambassade de Chine à Belgrade. Fin avril 1999, les ministres de la Défense des pays membres de l'OTAN avaient même décidé de donner au SACEUR davantage d'autonomie dans le choix des cibles tout en décidant d'augmenter de 30 à 40% les moyens aériens, c'est-à-dire en augmentant considérablement le volume des moyens américains sur le théâtre.

L'objectif des Etats-Unis est atteint : les pays européens restent alliés entre eux et ne remettent pas en cause le lien transatlantique, mais ils sont toujours dépendants de la puissance et de la stratégie américaine.

- Maintenir la crédibilité de l'OTAN en Europe et dans le monde

« L'OTAN fut une alliance militaire défensive, rendue nécessaire par l'aspiration de l'URSS et des forces du Pacte de Varsovie à imposer sa doctrine à l'Occident. L'effondrement du communisme rendait cette alliance sans objet. »⁸⁶

En 1999, les Etats-Unis ont toujours besoin de l'OTAN pour mener leur politique d'extension à l'Est et les Européens ne sont pas prêts à assumer seuls le pilier de la Défense. Il est donc urgent, en mars 1999, tant pour les Etats-Unis que pour la majeure partie des pays Européens, de conserver à l'OTAN toute sa crédibilité, d'autant qu'elle se trouve à un mois de la célébration de son Cinquantenaire, prévue à Washington le 24 avril.

Or, l'OTAN avait menacé Milosevic de représailles militaires dès septembre 1998 et plus particulièrement s'il refusait de signer le plan de Rambouillet. Et le 24 mars 1999, Robert Holbrooke a menacé Milosevic une nouvelle fois. L'OTAN ne peut plus reculer. L'organisation n'avait jamais démontré sa valeur au combat ; la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright était persuadée pouvoir le faire sur un coup facile et éclatant. C'est elle qui aurait persuadé le chef du Conseil national de sécurité, Sandy Berger, et le président Clinton, que « Slobodan Milosevic n'[attendait] que les premières bombes pour pouvoir céder sans perdre la face ».

⁸⁶ Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999, p. 117.

L'éventualité d'une riposte brutale et d'un refus de céder devant les bombardements n'auraient été présentée que comme une éventualité improbable⁸⁷. D'après Denise Arthaud, directeur de recherche émérite au CNRS, Madeleine Albright fait partie de ces membres de l'Administration américaine, réfugiés de l'Europe centrale, qui n'ont pas gardé un excellent souvenir des Slaves. Cela explique, au moins partiellement, l'acharnement de Richard Holbrooke et de Madeleine Albright. Pour la secrétaire d'Etat du président Clinton, il faut en finir avec « Milo ». De leur côté, les autres pays de l'Alliance, encore sous le charme du pseudo-succès du désenclavement de Sarajevo en 1995, étaient prêts à réitérer les frappes.

En 1999, les Etats-Unis souhaitent que l'OTAN puisse lancer des opérations militaires de manière unilatérale, sur simple décision de ces Etats membres, sans prendre en compte les règles internationalement reconnues de l'ONU ou de l'OSCE. Ils souhaitent également que l'Alliance puisse intervenir partout dans le monde, là où ses intérêts communs sont menacés. Le SACEUR a identifié 83 Etats dans le monde où ces intérêts pourraient être menacés. Or l'article 1 du Traité de l'Atlantique Nord précise très explicitement que l'action de l'Alliance ne saurait sortir du cadre de la Charte des Nations Unies, pour ce qui concerne le recours à la menace ou à l'emploi de la force. De même, les articles 5 et 6 du Traité limitent la zone d'intervention de l'OTAN à la région de l'Atlantique Nord, au nord du Tropique du Cancer.

Le texte du « nouveau concept stratégique »⁸⁸ de l'Alliance, approuvé par les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres à l'occasion de la célébration du Cinquantenaire les 23 et 24 avril 1999 à Washington, est parfaitement ambigu. Il constate que des crises en dehors de la région euro-atlantique « pourraient déboucher sur des crises mettant en cause la stabilité de la zone européenne » et précise que « la sécurité de l'Alliance doit aussi s'envisager dans un contexte global » (article 48). Pour autant, les articles 5 et 6 du Traité ne sont pas véritablement remis en cause. Des nouvelles menaces comme le terrorisme, les flux migratoires incontrôlés, la criminalité transcontinentale ou le sabotage, ainsi que le danger de rupture des approvisionnements en ressources vitales sont évoqués (article 24). Implicitement, la voie est ouverte à une interprétation qui autorise le lancement d'opérations militaires

⁸⁷ Bernard Adam, Quelles leçons pour la sécurité européenne ?, in même auteur, La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 165.

⁸⁸ Le nouveau concept stratégique de l'OTAN, communiqué de presse du 24 avril 1999 (NAC-S(99)65).

en dehors de la zone euro-atlantique, sans concertation préalable avec les organisations internationales.

On peut enfin se souvenir qu'en 1999, les Etats-Unis n'en sont pas à leur coup d'essai, pour ce qui est du recours unilatéral au droit d'ingérence. En août 1998, les Etats-Unis avaient déjà bombardé le Soudan et l'Afghanistan, en représailles à des attentats perpétrés contre ses ambassades du Kenya et de la Tanzanie. L'emploi de la force était déjà une constante dans le choix des options stratégiques américaines.

- Contrôler la zone des Balkans

Washington considère les Balkans comme une zone charnière, stratégiquement importante, située près des détroits, contrôlant l'Adriatique, séparant la Méditerranée occidentale et orientale. En outre, contrôler les Balkans, c'est maintenir la stabilité gréco-turque et les relais d'approvisionnements avec le Moyen-Orient et le Caucase.⁸⁹

Les objectifs militaires de l'opération *Forces alliées* paraissent incohérents avec les objectifs stratégiques ; on souhaite « interrompre les violentes attaques perpétrées par les forces armées et les force de police spéciale serbes et affaiblir leurs capacités de prolonger la catastrophe humanitaire »⁹⁰, en :

- assurant la maîtrise de l'espace aérien en Serbie et au Monténégro (phase 1) ;
- frappant les objectifs militaires serbes au sud du 44^{ième} parallèle (phase 2) ;
- frappant les infrastructures, les ponts, les usines, les dépôts de carburant, les centrales électriques et pétrochimiques serbes au sud du 44^{ième} parallèle (phase 2 dite « élargie ») ;
- frappant les cibles politiques et symboliques au nord du 44^{ième} parallèle.

On se serait plutôt attendu à une liste d'actions terrestres telles que projeter la force d'interposition, désarmer les belligérants serbes et de l'UCK, sécuriser les populations, favoriser le retour des personnes déplacées, pour atteindre l'objectif humanitaire. Certes, la théorie des cercles de Warden s'applique à cette mission : la coupure des voies de communication entre la Serbie et le Kosovo devait se traduire à terme par l'isolement des forces militaires et paramilitaires serbes au Kosovo.

⁸⁹ André Dumoulin, Les premiers enseignements militaires de la guerre dans les Balkans, in Bernard Adam, La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 124.

⁹⁰ Javier Solana, Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN, Bruxelles, 23 mars 1999.

L'objectif stratégique non avoué a été atteint début juin 1999 : le potentiel militaire et industriel serbe était largement affaibli. Il n'existait plus de puissance régionale dans les Balkans, capable de s'opposer par la force ou pour le moins d'entraver la mise en œuvre d'une politique extérieure globalisante.

Le Danube est une voie de communication qui a une importance stratégique majeure pour l'Europe. Depuis la construction du canal Main-Danube, il est possible de traverser l'Europe de l'ouest, du port de Constanza en Roumanie, jusqu'au port de Rotterdam, en passant par le Main et le Rhin. Les profondeurs des chenaux dragués permettent la circulation de bâtiments de moyen tonnage (jusqu'à 3.000 tonnes). Ce fleuve est un axe important pour l'acheminement du pétrole de la mer Caspienne vers l'Europe, à partir de la mer Noire et sans être tributaire des détroits du Bosphore et de Gibraltar. Le transit des marchandises est également plus court. Cette voie de communication passant par Belgrade, il était nécessaire de « sécuriser » la Serbie. La circulation fluviale n'est cependant pas rétablie aujourd'hui, les débris des ponts bombardés par les avions de l'OTAN n'ayant pas été déblayés dans leur totalité.

- Continuer d'afficher un soutien ouvert à l'Islam

Pour le Kosovo comme pour la Bosnie, le sentiment de culpabilité des Européens vis à vis des pays de l'Islam qu'ils avaient colonisés a été utilisé. « Bien sûr, comme il ne faut tout de même pas faire trop peur au public, on a répandu le bruit que les Albanais, comme les Bosniaques, sont des musulmans peu pratiquant et qu'ils boivent du vin »⁹¹.

Pendant la campagne aérienne, l'OTAN a communiqué en mettant en avant le rôle déterminant de l'UCK dans le guidage des avions de l'Alliance. En réalité, les militants de l'UCK sont complètement désorganisés par l'offensive des forces militaires serbes. Ce sont en fait les forces spéciales de l'OTAN, commandos américains, britanniques et français qui ont assuré le guidage des avions au sol. L'aide des militants de l'UCK s'est limité au recueil du renseignement d'ordre général et à l'observation des dégâts causés par les bombardements.

⁹¹ Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999, p. 46.

5.5.- Le « flop » de l'OTAN

La forte visibilité de l'élan humanitaire de l'intervention de l'OTAN a mal masqué les vrais objectifs stratégiques de l'Alliance, lesquels n'ont jamais été clairement déterminés. John Chipman, directeur de l'Institut international des études stratégiques (IISS) de Londres estimait en juin 1999 que « la stratégie retenue pour la campagne [de bombardements] dans les Balkans et sa mise en œuvre [soulevaient] de sérieuses questions quant à la capacité de l'OTAN de concevoir et d'exécuter des opérations politico-militaires complexes ». ⁹² Lorsque les bombardements cessent le 3 juin 1999, après 72 jours de missions aériennes, l'heure est aux bilans.

Comme cela a été dit plus haut, les conséquences humanitaires des bombardements ont été extrêmement lourdes au Kosovo. Les frappes de l'OTAN ont facilité l'action répressive serbe d'une part parce qu'elles ne s'opposaient pas directement au mode d'action serbe sur le terrain et d'autre part parce que tous les observateurs de l'OSCE et des organisations humanitaires non gouvernementales ont été évacués juste avant.

Les conséquences économiques sont désastreuses. Outre les objectifs militaires, les frappes aériennes ont visé les infrastructures civiles (ponts sur le Danube, usines de production automobile Zastava, dépôts de carburant, usines de production d'électricité. Le coût de ces destruction est supporté aujourd'hui par les pays européens qui sont obligés d'investir dans un avenir qui est loin d'être assuré.

Les conséquences politiques sont plus mitigées. Si les bombardements ont permis à Slobodan Milosevic de renforcer son pouvoir dans les premières semaines, ils ont également révélé les dissensions au sein du pouvoir en place à Belgrade avec notamment la démission forcée du vice-premier ministre Vuk Draskovic fin avril 1999, qui avait pris position contre le l'attitude suicidaire du président serbe.

La stratégie militaire adoptée par les dirigeants de l'OTAN n'a pas donné les résultats escomptés. Si Milosevic capitule au bout de 72 jours de bombardements, c'est parce que les conditions du volet militaire du plan de Rambouillet ont évolué favorablement et que la Russie n'est plus écartée des négociations. L'objectif politique principal qui était de faire accepter les clauses militaires du plan de Rambouillet a été modifié dès le 12 avril 1999, à l'occasion de la réunion du Conseil

⁹² André Dumoulin, *Les premiers enseignements militaires de la guerre dans les Balkans*, in Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, Complexe, Bruxelles, juin 1999, p. 124.

de l'Atlantique Nord. Les ministres des Affaires étrangères des pays membres avaient souhaité non seulement que désormais Belgrade ne donne plus que « des assurances crédibles de sa volonté d'œuvrer, sur la base des accords de Rambouillet, à l'établissement d'un accord cadre politique pour le Kosovo, en conformité avec le droit international et la Charte des Nations Unies », mais également que Belgrade accepte une présence internationale au Kosovo, sans préciser que ce soit l'OTAN qui assure cette présence, ni même que des troupes aient à stationner sur le reste du territoire yougoslave.

Enfin, le processus décisionnel de l'OTAN a démontré toutes ses faiblesses au cours de la campagne de bombardement. D'une part, les décisions prises par consensus sont longues à élaborer et à finaliser entre les Etats membres et, d'autre part, il a semblé que l'état-major interarmées américain a été en conflit permanent avec le général Clark.

En résumé, non seulement Milosevic n'a pas plié en quelques jours, comme l'avait promis Madeleine Albright au président Clinton mais de plus, il a fait revenir l'OTAN sur ses exigences et sur ses « projets d'avenir » en moins de trois semaines. L'OTAN aurait pu alors être discréditée, si Milosevic avait décidé d'accepter de négocier. Mais, heureusement pour l'OTAN, Milosevic a préféré aller jusqu'au bout de sa fuite en avant et préparer son armée à contrer l'offensive terrestre que l'Alliance ne s'est jamais résolue à mener. En fin de compte, Slobodan Milosevic a capitulé, mais le coût humanitaire, diplomatique, économique et politique de l'opération *Forces alliées* est resté excessif.

CONCLUSION

Le déroulement des événements qui ont ponctué la crise yougoslave a pu faire croire que les Etats-Unis, et plus particulièrement l'administration Clinton, maîtrisaient peu la situation ; il n'en est rien. En avril 1999, Slobodan Milosevic est enfin écarté du pouvoir ; son successeur, Vojislav Kostunica, ne s'oppose ni à l'ouverture à l'Occident, ni à l'économie de marché ; les affaires peuvent donc reprendre ; enfin, les forces de l'OTAN occupent une bonne part de la Yougoslavie, tête de pont pour un élargissement vers l'Europe orientale et l'Asie centrale.

Le succès semble total.

Il reste tout de même à pérenniser la relative stabilité des Balkans :

- les accords de Dayton n'offrent aucune garantie de stabilité à la Bosnie-Herzégovine ;
- le sort politique du Kosovo est toujours en suspens, la réconciliation entre kosovars serbes et albanais est loin d'être acquise et l'économie locale n'est pas relancée;
- au Monténégro, le résultat du référendum sur l'accession à l'indépendance peut être un nouveau facteur de déstabilisation au printemps prochain. Si les Monténégrins votent l'indépendance, le statut de la République fédérale de Yougoslavie pourrait encore évoluer et certaines régions (Kosovo, Sandjak du Novi Pazar, Voïvodine) pourraient être portées à demander leur indépendance ou leur rattachement à un autre pays ;
- en Macédoine, les accords d'Ohrid sont peu respectés et le réarmement des forces en présence, milices slaves du ministère de l'intérieur comme militants de l'UCK-M, laisse présager une reprise imminente des affrontements ;
- enfin, d'une manière générale, en Bosnie-Herzégovine comme au Kosovo, les forces de l'OTAN et de la Communauté internationale sont confrontées quotidiennement aux activités du crime organisé, endémique dans cette région.

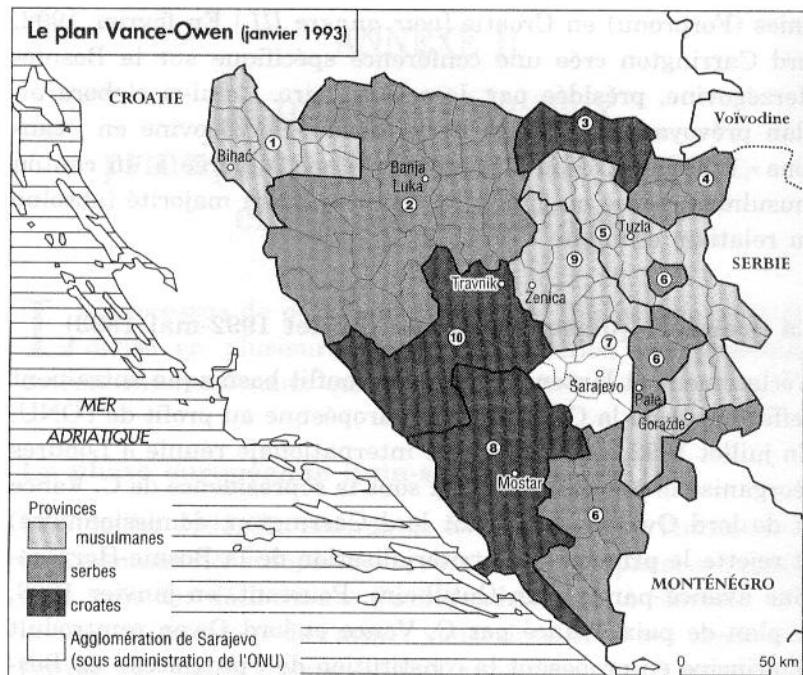
Il est difficile d'être optimiste quant à la pacification définitive de cette région d'Europe. C'est à la fois une grande déception pour les populations civiles qui y vivent et une belle opportunité pour l'Union européenne d'affirmer enfin son identité politique et son unité. La déclaration d'« opérationnalité » de la force de réaction rapide européenne au récent sommet de Laeken et la mise sur pied d'une force européenne de police, annoncée au sommet de

Feira, devraient permettre à l'Union européenne de trouver la place qu'elle mérite dans le rétablissement de la paix dans les Balkans, à condition d'en avoir le courage.

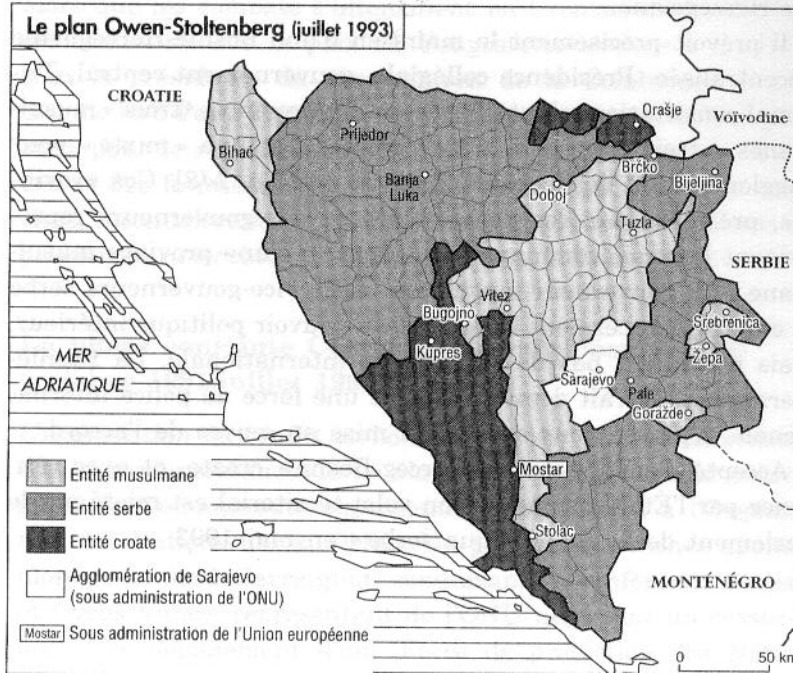
Pour s'en tenir aux Etats-Unis, que dire rétrospectivement de leurs investissements dans les Balkans ? Les évènements du 11 septembre 2001 et leurs conséquences leur ont tragiquement démenti le bien-fondé de leurs tentatives d'alliance avec les formes extrêmes de l'Islamisme, dans la perspective de discréditer la politique européenne de sécurité et de défense, et de contrer la Russie. Après avoir été aveuglés par le soleil d'Allah, les Etats-Unis semblent s'y être brûlés les ailes⁹³.

⁹³ Référence au Général Pierre-Marie Gallois, *Le soleil d'Allah aveugle l'Occident*, L'Age d'Homme, Paris, septembre 1999, d'une part et allusion à la mythologie grecque (Icare) d'autre part.

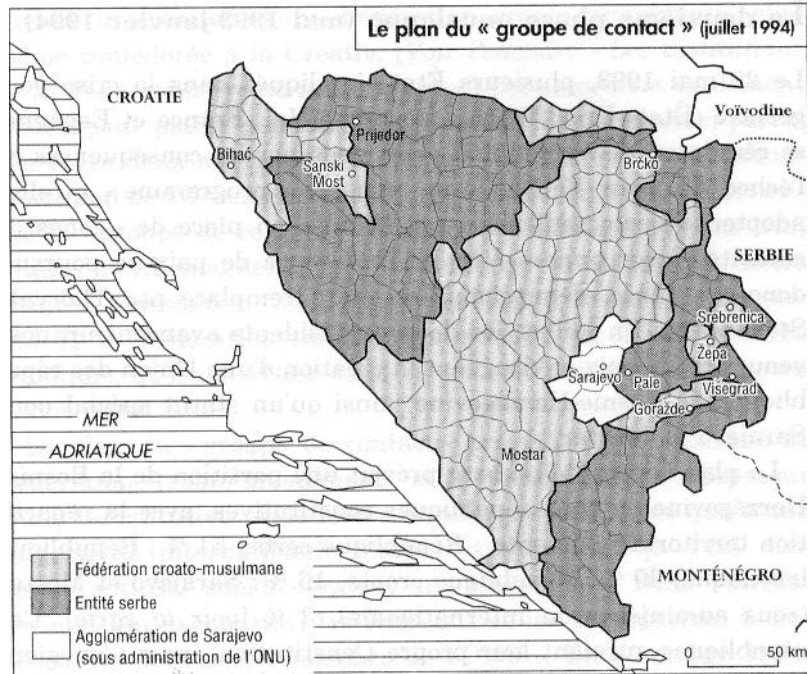
ANNEXE 1



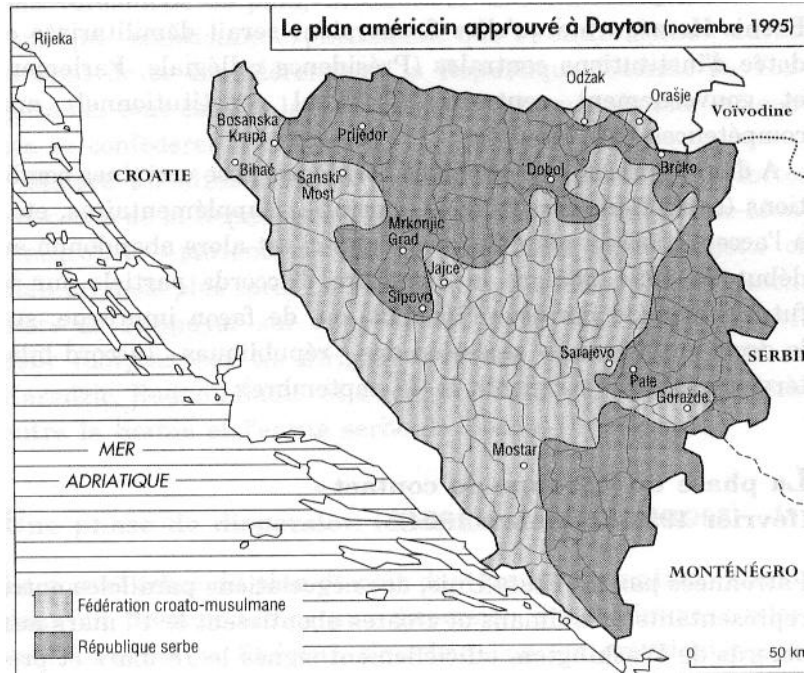
ANNEXE 2



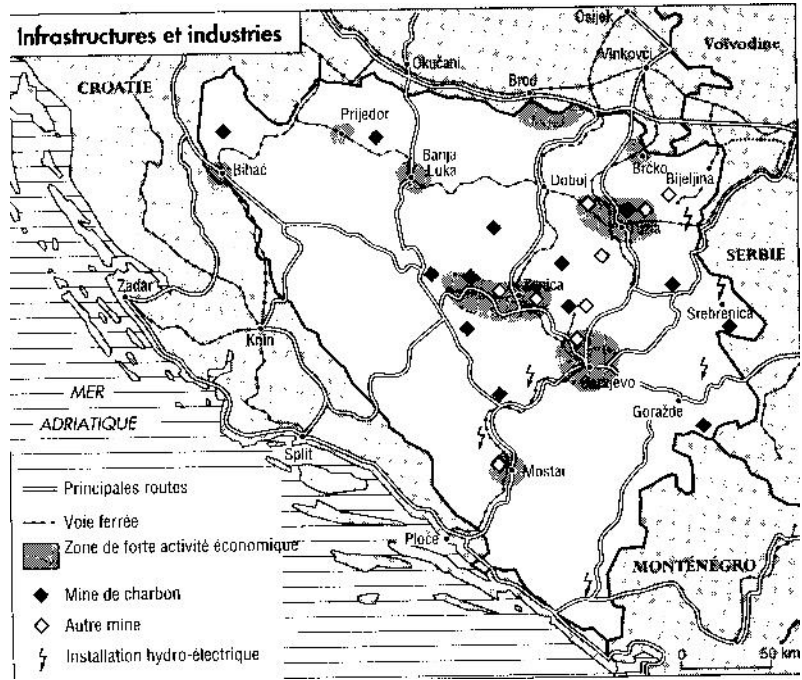
ANNEXE 3



ANNEXE 4



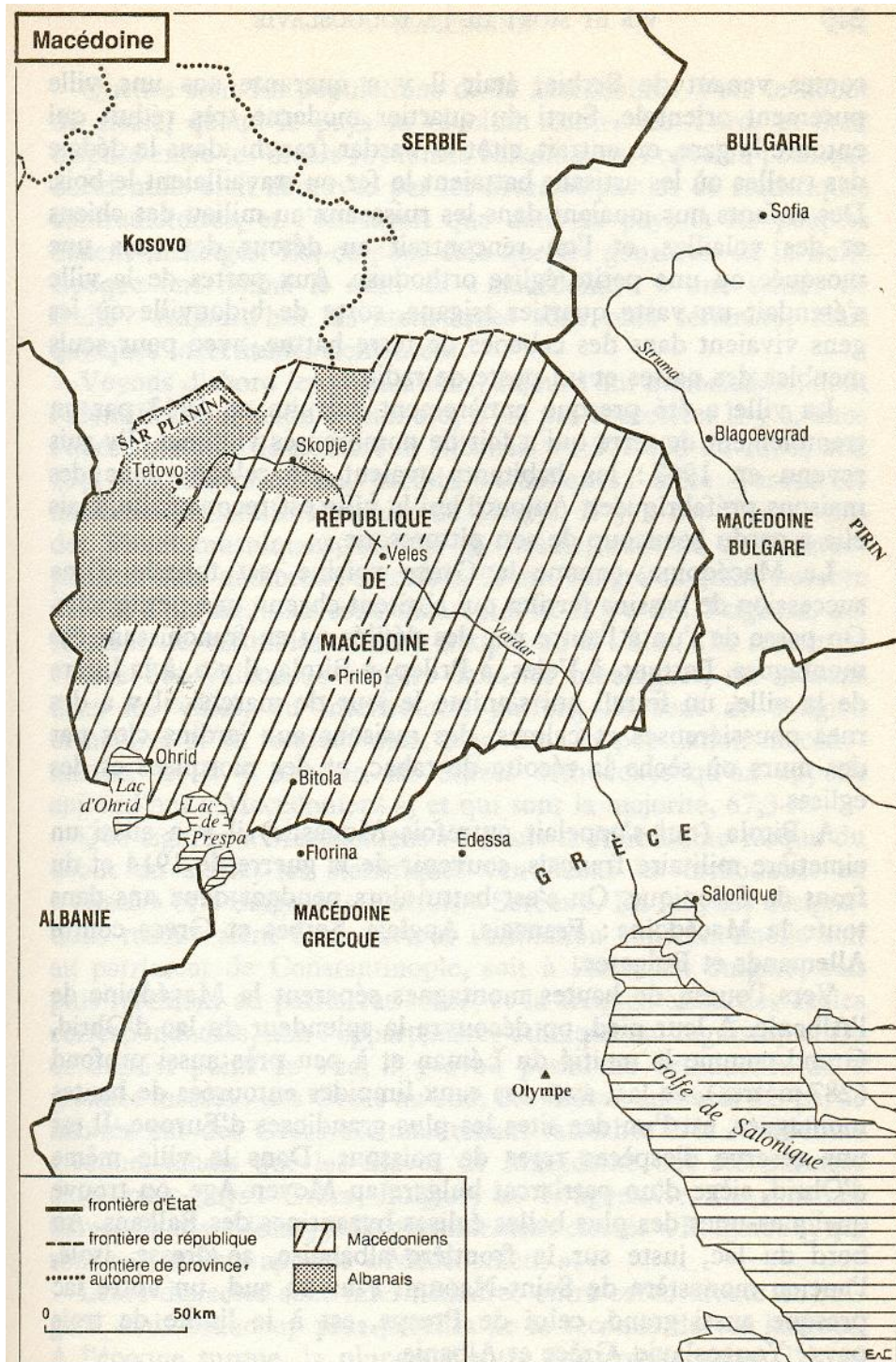
ANNEXE 5



ANNEXE 6



ANNEXE 7



ANNEXE 8

*Quelques évolutions
(1979-1989)*

	1 PIB total (milliards \$)	2 PIB par tête (\$)	3 Croissance annuelle (%)	4 Dette extérieure (milliards \$)	5 Taux d'inflation (%)
1979	68	3 070	5,8	3,7	21,4
1981	58,3	2 591	2,2	18,4	39,5
1982	58,3	2 568	- 2	18,7	34
1983	53,9	2 067	- 1,3	19	58
1984	58,5	2 570	1,7	20	47,7
1985	48,6	2 120	1,7	19,6	86,6
1986	41,7	1 804	3,6	19,3	
1987	53,5	2 300	0,5	20	160,3
1988	54,1	2 300	- 2		240,5
1989			0,8	21,7	2 685,4

SOURCE : *L'État du monde, 1982 à 1991*, Paris, La Découverte.

ANNEXE 9

Disparités régionales en 1986

	1	2	3	4
Col. 1 : Produit social réel par tête (100 = Yougoslavie). Col. 2 : Revenu personnel net réel par tête dans le secteur autogéré (100 = Yougoslavie). Col. 3 : Nombre de demandeurs d'emploi en % des travailleurs dans le secteur autogéré. Col. 4 : Natalité (en ‰). La Serbie s'entend au sens « étroit » (sans les provinces autonomes).				
Slovénie	179	124	1,7	13,3
Croatie	117	102	7,7	12,9
Voïvodine.....	133	101	15,2	12,4
Serbie	94	93	17,7	12,8
Bosnie-Herzégovine.....	80	96	23,9	16,3
Monténégro.....	80	84	24,5	16,9
Macédoine.....	75	80	27	18,7
Kosovo.....	36	89	55,9	30,2
Yougoslavie.....	100	100	16,2	15,5
SOURCES : col. 1, 2, 3 : H. Lydall, <i>Yugoslavia in Crisis</i> , Oxford, Clarendon Press, 1989, pp. 189-190 ; col. 4 : <i>Statistički Godišnjak Jugoslavije</i> , 1989.				

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages en français

- Bruno Colson, *La stratégie américaine et l'Europe*, Economica, Paris, avril 1997.
- Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des Etats-Unis*, Agone (édition française), France, février 2001.
- Pierre-Marie Gallois, *Le sang du pétrole – Bosnie*, L'Âge d'Homme, Paris, 1996.
- Général Pierre-Marie Gallois, *Le soleil d'Allah aveugle l'Occident*, L'Age d'Homme, Paris, septembre 1999
- Général Pierre Marie Gallois, *Le soleil d'Allah aveugle l'Occident*, 1995
- Paul Garde, *Vie et mort de la Yougoslavie*, Fayard, Paris, mars 1992.
- Michel Collon, *Poker menteur*, EPO, Bruxelles, 1998.
- Bernard Adam, *La guerre du Kosovo : éclairages et commentaires*, GRIP, Bruxelles, juin 1999.
- Xavier Bougarel, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Les dossiers de l'état du monde, La Découverte, Paris, 1996.
- Général Morillon, *Croire et oser*, Bernard Grasset, Paris, 1993.
- Vladimir Volkoff, *Désinformation flagrant délit*, Editions du Rocher, Monaco, août 1999.
- Alexandre Del Valle *L'islamisme et les Etats-Unis, une alliance contre l'Europe*, l'Age d'Homme, collection Mobiles géopolitiques, 1998.

Ouvrages en anglais

- Susan Woodward, *Balkan Tragedy: Chaos and Dissolution After the Cool War*, Brookings, Washington, 1995.
- Roger Faligot, *How Germany backed KLA*, The European, Londres, septembre 1998.
- Michel Barrat Brown, *The Yugoslav Tragedy. Lessons for Socialists*, Spokesman, Nottingham, 1996.
- H. Lydall, *Yugoslavia in crisis*, Clarendon Press, Oxford, 1989.

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

(source principale : CD-ROM Le Monde diplomatique de 1980 à 2000).

- Xavier Bougarel, *Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière*, Hérodote, 4^o trimestre 1992.
- La dépêche internationale des drogues n°32, *Macédoine : de la poudre et des balles pour la Grande Albanie*, OGD, juin 1994.
- Paul-Marie de La Gorce, *L'Alliance Atlantique, cadre de l'hégémonie américaine*, Le Monde diplomatique, avril 1999.
- Paul-Marie de La Gorce, *Le sud-est de l'Europe, cadre de l'hégémonie américaine*, Le Monde diplomatique, mars 2000.
- Mariano Aguire, *L'OTAN au service de quelle sécurité ?*, Le Monde diplomatique, avril 1996.

- Eric Rouleau, *Errements de la diplomatie française au Kosovo*, Le Monde diplomatique, décembre 1999.
- Eric Alterman, *Diplomatie américaine, un domaine réservé*, Le Monde diplomatique, janvier 1999.
- Gilbert Achar, *Toujours plus à l'Est*, Le Monde diplomatique, avril 1999.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- John S. Duffield, *NATOs functions after the Cold War*, Political Science Quarterly, hiver 94-95.

SOURCES DIVERSES INTERNET

- *Le nouveau concept stratégique de l'OTAN*, communiqué de presse du 24 avril 1999 (NAC-S(99)65).
- Javier Solana, Déclaration du Secrétaire général de l'OTAN, Bruxelles, 23 mars 1999.
- John C. Gannon, *Intelligence Analysis for the 21st century*, The Fletcher School of Law and Diplomacy.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
.....	
I.- La politique extérieure américaine en Europe.....	3
1.1.- Stratégie générale.....	3
1.2.- Une politique étrangère fondée sur une stratégie économique.....	4
1.3.- Elargir les prérogatives de l'OTAN.....	5
1.4.- Empêcher l'émergence d'une puissance eurasienne concurrente.....	8
1.5.- Soutenir l'Islam.....	10
1.6.- Maîtriser l'information.....	11
1.7.- Conclusions partielles.....	12
II.- L'effondrement économique à l'origine de l'éclatement de l'ex Yougoslavie.....	14
2.1.- Crise pétrolière et de la dette.....	14
2.2.- Des inégalités extrêmes.....	16
2.3.- La situation problématique du Kosovo.....	18
2.4.- Le plan Markovic.....	18
2.5.- L'éclatement politique.....	20
2.6.- Conclusions partielles.....	21
III. Le processus de reconnaissance des Républiques sécessionnistes.....	
3.1.- Reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie: division des Européens et opposition des Etats-Unis.....	23
3.2.- Reconnaissance instantanée de la Bosnie-Herzégovine	25
3.3.- Analyse de l'attitude des Etats-Unis dans le processus de reconnaissance des Républiques.....	26
IV. La crise bosniaque.....	30

4.1.- Le soutien à l’Islam intégriste.....	31
4.2.- La désinformation.....	32
4.3.- Affaiblir et diviser l’Europe.....	34
4.4.- Imposer l’OTAN comme seul et unique recours à la crise.....	37
4.5.- Les accords de Dayton.....	41
4.6.- Guerre ethnique ou conflit d’intérêts ?.....	44
V. La guerre du Kosovo.....	46
5.1.- L’UCK, une organisation mafieuse soutenue par l’Occident ?.....	48
5.2.- L’échec programmé du « plan de Rambouillet ».....	50
5.3.- Des bombardements pour répondre à la situation humanitaire au Kosovo.....	53
5.4.- Les enjeux de la guerre du Kosovo pour les Etats-Unis.....	56
5.5.- Le « flop » de l’OTAN.....	63
CONCLUSION.....	65
ANNEXES	
1.- Le plan « Vance - Owen ».....	67
2.- Le plan « Owen - Stoltenberg ».....	68
3.- Le plan du « Groupe de contact ».....	69
4.- Le plan américain approuvé à Dayton.....	70
5.- Infrastructures et industries de la Bosnie-Herzégovine.....	71
6.- Carte de la Serbie.....	72
7.- Accès de la Serbie à la mer.....	73
8.- Evolutions de l’économie yougoslave.....	74
9.- Disparités régionales.....	75
BIBLIOGRAPHIE.....	76
TABLE DES MATIERES.....	78
